

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 457, 1,50 F
JEUDI 4 JUIN 1970



**Brisons
la répression !**

Sur la réforme sur les libertés

Henri Leclerc

Une élection législative partielle va avoir lieu à Nancy. Rémy Grillault a écouté avec attention les déclarations des divers candidats qui se penchent sur le destin de cette pauvre Lorraine.

Page 4

C'est une campagne électorale d'un type nouveau que Philippe Simon et Théodore Topolanski mènent dans le XII^e arrondissement de Paris. Michèle Descolonges a suivi au jour le jour le travail politique des militants du P.S.U.

Page 5

Si le pouvoir a besoin de la répression, c'est qu'il prend peur devant la montée des forces révolutionnaires. Jean Verger analyse les différentes causes de la faiblesse du pouvoir d'Etat dans la situation actuelle.

Page 6

La polémique est devenue hebdomadaire entre les organes du Parti communiste et du P.S.U. Gérard Féran répond, une fois de plus, à Léo Fièvres.

Page 7

Jacques Malterre a pris au sérieux la campagne que le gouvernement lance contre la pollution et il montre qu'effectivement les différentes mesures prises s'intègrent bien dans une stratégie d'ensemble.

Page 20

A l'automne dernier, la bourgeoisie a eu mal à sa justice ! M. Pompidou versait une larme sur Gabrielle Russier. L'affaire Devaux ruisselait dans la presse à sensation. Cela faisait oublier le malaise social et détournait les yeux de l'opinion publique du mouvement de grèves sauvages qui s'amplifiait de façon inquiétante. M. Pleven, Garde des Sceaux, promettait une grande réforme libératrice. Aujourd'hui M. Pompidou a ravalé ses larmes ; il doit être bien content de savoir qu'il y a à la Roquette la mère d'un petit bébé ; cette femme là elle n'est pas littéraire, elle ne compte pas, c'est une « casseuse ». La presse oublie les centaines de militants détenus préventivement, au régime de droit commun pour avoir distribué des tracts « explosifs », ou pour avoir été assaillis par les forces « de l'ordre ».

Mais, les larmes de crocodile de M. Pompidou et de la grande presse ont produit un chef-d'œuvre d'hypocrisie répressive : le projet de loi « tendant à renforcer la garantie des droits individuels du citoyen ». Il doit être entériné par la chambre dans les jours qui viennent.

La détention préventive était devenue impopulaire, on en change le nom : elle devient la « détention provisoire », mais elle sera tout autant préventive que l'autre qui elle aussi n'était théoriquement que provisoire. Elle ne peut être prononcée « qu'à titre exceptionnel »... comme la détention préventive. Mais aujourd'hui on définit les cas où les juges pourraient l'ordonner. Outre les raisons traditionnelles (soustraction à l'action de la justice, tentative de nuire à la recherche de la vérité) on trouve la gravité de la peine encourue (ce qui est en quelque sorte un préjugement), la crainte que l'inculpé « ne commette à nouveau des actes de violence » ou « une nouvelle infraction », et surtout « s'il apparaît, compte tenu des circonstances de l'affaire et du comportement de l'inculpé, que le maintien ou la mise en liberté est de nature à troubler l'ordre public ».

On voit qui est visé par ces textes et l'on comprend que M. le Garde des Sceaux puisse ramener à six jours le délai de garde à vue en matière politique, ce qui certes ne permettra pas de ratifier la Convention Européenne des Droits de l'Homme mais sera une bonne occasion pour M. Marcellin et les ultras de la majorité de demander l'harmonisation de ce délai en toutes matières. En cas d'urgence, le délai reste tout de même de 15 jours.

Mais il y a pire. Tout inculpé pourra lorsque le juge ne l'a pas mis en détention provisoire, être placé par le juge sous « contrôle judiciaire ». On trouvera ci-dessous ce texte absolument incroyable et que l'on ne peut lire sans frayer et colère. Rappelons que l'inculpation par un juge d'instruction n'est soumise à aucun contrôle judiciaire. Qu'elle n'est pas considérée comme une présomption de culpabilité, qu'il suffit que le Parquet, sous les ordres hiérarchiques du pouvoir, prenne un réquisitoire d'inculpation, pour que le juge

demain on aura l'accusation de complot permanente, la Cour de Sûreté de l'Etat n'aura plus même besoin de juger. On mettra les adversaires « sous contrôle judiciaire » et puis on fera traîner l'information.

Est-il encore besoin de faire remarquer que la création annoncée à grand fracas d'une indemnisation pour la détention provisoire injustifiée est singulièrement limitée. D'abord il faudra un non-lieu ou un acquittement (deux ans de prison préventive se terminant par une amende, ce n'est donc pas injuste), il faudra que la déten-

pour protéger « ce à quoi le peuple français tient le plus c'est-à-dire sa paix intérieure, l'air de liberté philosophique, religieuse qu'on respire dans notre pays, son climat de tolérance... » Comme il a osé textuellement définir devant les sénateurs notre climat actuel.

Alors que M. Chaban-Delmas pour sa part parlait de « l'état pacifique de la société, de sa répugnance à maintenir l'ordre violemment, M. Marcellin, dans le même temps, annonçait triomphalement 53 personnes en prison. M. Marcellin est mal renseigné, ses chiffres sont en-dessous de la vérité, mais sans doute a-t-il du mal à définir aujourd'hui où finit la délinquance « de droit commun » et où commence la délinquance politique. Le même Marcellin qui a dissous les 13 organisations révolutionnaires en juin 1968 n'hésitait d'ailleurs pas à dire qu'on n'avait pas l'intention de dissoudre l'Ordre Nouveau « de crainte que le Conseil d'Etat n'annule son décret ».

La répression s'amplifie. La collusion police-facistes à Assas était manifeste. Les peines de prison pleuvent. On emprisonne des directeurs de journaux. On interdit les réunions, on empêche la vente des journaux révolutionnaires. Où sont-elles ces libertés publiques dont se réclame tant M. le Garde des Sceaux ? Elles vont au fil de l'eau, brisées une à une, chaque fois que la bourgeoisie qui se les était données les refuse à ceux qui contestent son pouvoir.

Ne pleurons pas sur elles. Nous savons bien que la violence, l'injustice et la répression sont dans la nature même de cette société. Mais il est temps de s'unir. Non plus seulement pour se défendre mais pour détruire la cause du mal. Alors et alors seulement nous pourrons parler de liberté. □

Du contrôle judiciaire

« Art. 138. — Le contrôle judiciaire astreint l'inculpé à se soumettre, selon la décision du juge d'instruction, à une ou plusieurs des obligations ci-après énumérées :

« 1° ne pas sortir des limites territoriales déterminées par le juge d'instruction ;

« 2° ne s'absenter de son domicile ou de la résidence fixée par le juge d'instruction qu'aux heures et conditions et pour motifs déterminés par ce magistrat ;

« 3° ne pas se rendre en certains lieux ou ne se rendre que dans les lieux déterminés par le juge d'instruction ;

« 4° informer le juge d'instruction de tout déplacement au-delà de limites déterminées ;

« 5° se présenter périodiquement soit au parquet du procureur de la République, soit à une mairie, soit à un service de police ou à une brigade de gendarmerie ;

« 6° répondre aux convocations de toute autorité ou de toute personne qualifiée désignée par le juge d'instruction et se soumettre, le cas échéant, aux mesures de contrôle portant sur ses activités professionnelles ou sur son assiduité à un enseignement ;

« 7° remettre soit au greffe, soit à un service de police

ou à une brigade de gendarmerie tous documents justificatifs de l'identité et notamment le passeport, en échange d'un récépissé valant justification de l'identité ;

« 8° s'abstenir de conduire tous les véhicules ou certains véhicules et, le cas échéant, remettre son permis de conduire dans les conditions prévues au 7° ;

« 9° s'abstenir de recevoir ou de rencontrer certaines personnes spécialement désignées par le juge d'instruction, notamment les coinceps, témoins ou victimes de l'infraction, ainsi que d'entrer en relation avec elles, de quelque façon que ce soit ;

« 10° se soumettre à des mesures d'examen, de traitement ou de soins, même sous le régime de l'hospitalisation, notamment aux fins de désintoxication ;

« 11° fournir un cautionnement dont le montant et les délais de versement, en une ou plusieurs fois, sont fixés par le juge d'instruction, compte tenu notamment des ressources de l'inculpé ;

« 12° ne pas se livrer à certaines activités professionnelles lorsque l'infraction a été commise dans l'exercice de ces activités et lorsqu'il est à redouter qu'une nouvelle infraction soit commise.

incolpe. Ce « contrôle judiciaire » est une innovation totale qui peut placer tous les citoyens simplement soupçonnés de se livrer à des activités hostiles au gouvernement dans une dépendance totale. C'est la négation de la présomption d'innocence solennellement affirmée par la Déclaration des Droits de l'Homme. Aujourd'hui on a le délit de presse facile :

tion ait causé au prévenu « un préjudice manifestement anormal et d'une particulière gravité » (sic). Enfin, bien sûr les mesures de « contrôle judiciaire » ne donneraient lieu à aucune indemnisation.

Voilà ce que M. Pleven appelle « renforcer la garantie des droits individuels du citoyen » ; voilà ce qu'il propose

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

**Courts métrages
interdits
aux moins de 18 ans**

Leur démocratie et la nôtre

Michel Rocard

C'est vrai, l'orientation politique de la « Gauche prolétarienne » repose sur un certain nombre de postulats plus que discutables. La France n'est pas occupée par les patrons comme elle l'a été par les troupes allemandes entre 1940 et 1944, elle est sous la domination de la bourgeoisie depuis 1789, c'est-à-dire depuis des siècles. Et cette domination n'est pas maintenue seulement par la violence institutionnalisée de l'Etat, mais par des conditionnements politiques et idéologiques produits et reproduits par le système. Contrairement à l'occupant nazi, la bourgeoisie française, malgré l'ébranlement subi en mai-juin 1968, peut en réalité s'appuyer sur des réseaux d'influence complexes, sur la force puissante des habitudes, de la résignation et de l'individualisme. On peut sans doute souligner comme le font les théoriciens de la « Gauche prolétarienne » que la classe ouvrière n'a pas essuyé de défaite décisive il y a deux ans, mais il faut vraiment être adepte de la méthode Coué pour affirmer que la résistance des ouvriers de Flins et de Sochaux en 1968 aussi importante qu'elle ait été pour limiter la contre-offensive patronale et gouvernementale, était le point de départ d'une « Nouvelle résistance populaire » comparable à celle de 1942-1943.

La mythologie de la « guerre »

Cette erreur d'analyse explique largement les erreurs tactiques de la « Gauche prolétarienne » et la véritable fuite en avant à laquelle elle se livre depuis plusieurs mois. Si nous sommes dans une phase de « résistance », non au sens figuré, mais au sens réel du terme, il faut naturellement participer à des actions de « résistance » ou les populariser quand on croit les découvrir ; d'où la transformation d'actions ponctuelles, limitées quant à leur portée, en étapes de la mobilisation populaire, d'où la mythologie bâtie autour de certaines séquestrations opérées par les ouvriers (la « guerre du peuple » contre les petits chefs). En définitive, quoiqu'elle se réclame de la pensée de Mao Tsé-toung, la « Gauche prolétarienne » s'est laissé entraîner dans un engrenage politique qui lui a fait oublier une règle essentielle de la stratégie et de la tactique : on ne doit jamais se laisser acculer par l'adversaire à un affrontement dont il maîtrise à peu près complètement les conditions. En d'autres termes, emportée par sa propre escalade verbale, la « Gauche prolétarienne » a été surprise par la date et les formes du procès Le Dantec et Le Bris, et au lieu d'être un moment de mobilisation populaire intense les manifestations du 27 et du 28 mai n'ont eu que peu d'écho chez les travailleurs.

Cela dit, il faudrait être un piètre révolutionnaire pour se réjouir de ce qui s'est passé la semaine dernière. La « Gauche prolétarienne » a été la première touchée, moins parce qu'elle a commis des erreurs — quelle organisation n'en commet pas ? — que parce qu'elle était la plus exposée aux coups, la plus vulnérable dans l'immédiat. On lui reproche l'apo-

logie de la violence, mais, outre qu'on voit mal comment on saurait tolérer pareille justification de la part d'un gouvernement qui est responsable de plusieurs centaines de condamnations politiques depuis quelques mois et impose grâce à son appareil répressif des conditions d'expression politique difficiles à toutes les organisations se réclamant des travailleurs, il est clair que nous ne saurions accepter la proscription hypocrite de la violence par M. Marcellin qui la pratique lui-même. La bourgeoisie se prévaut de son libéralisme et prétend qu'elle laisse tout le monde s'exprimer, mais ce qu'elle oublie de dire, c'est que tout l'arsenal des lois, que toute l'activité de ses corps répressifs tend à protéger l'exploitation de l'homme par l'homme, la propriété d'un petit nombre contre la dépossession du plus grand nombre. La neutralité de sa justice, la neutralité et l'objectivité de ses fonctionnaires d'autorité, c'est du vent au vu des règlements qu'ils doivent appliquer et des intérêts qu'ils doivent sauvegarder. La démocratie selon Pompidou, Marcellin, Chaban-Delmas, c'est de laisser commenter agréablement l'actualité par les intellectuels de gauche, pendant qu'eux-mêmes s'occupent tranquillement des intérêts bien compris du capital.

Nous n'acceptons pas...

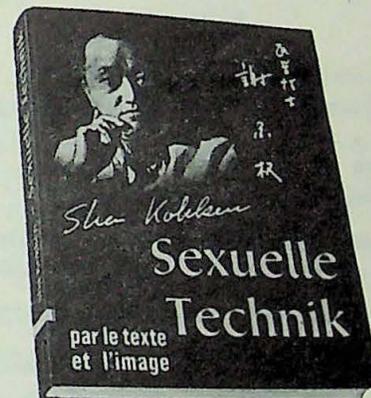
Nous ne pouvons pas manger de ce pain-là et nous contenter de cette liberté rabougrie, surveillée par des gardiens hostiles. Pour nous, la démocratie c'est fondamentalement la possibilité de changer de régime social et de ne pas se laisser enfermer dans les limites de la propriété capitaliste. Nous n'aurons pas la naïveté de croire que c'est quelque chose qu'on pourra nous accorder tout en l'interdisant à la « Gauche prolétarienne » et à son journal « La Cause du peuple ». C'est pourquoi nous devons dire sans forfanterie, mais fermement, que nous n'acceptons pas que la « Gauche prolétarienne » soit bâillonnée sous des prétextes aussi dérisoires que ceux invoqués par le ministère de l'Intérieur. M. Marcellin brandit les 82 attentats que revendiquerait « la Cause du peuple » alors que tout lecteur attentif de cette publication sait que les actes en question ont été mis en évidence comme des expressions de la colère populaire et non comme des actions directement menées par l'organisation la « Gauche prolétarienne ». La presse a parlé avec complaisance des appels aux meurtres contenus dans les prises de position publiques de la « Gauche prolétarienne », mais elle ment, car aucun des textes que l'on peut consulter n'a préconisé la mise à mort de qui que ce soit (contrairement à ce qui s'est passé au meeting d'« Ordre nouveau » à la Mutualité).

Nous continuerons...

Tout cela veut dire en clair que nous ne plions pas au jeu que veut nous faire jouer Marcellin, celui qui consiste à nous réjouir des ennuis qui s'abattent sur une autre organisation et à nous auto-censurer nous-mêmes. Nous conti-

nuerons à expliquer ce que devrait être la violence révolutionnaire, c'est-à-dire la riposte des masses à la violence oppressive de l'Etat capitaliste, et à la préparer politiquement. Nous continuerons à dénoncer la violence qu'exerce une minorité de privilégiés, nous continuerons à peser sur le moral des hommes qu'emploie la bourgeoisie pour qu'ils se refusent à la servir et rejoignent nos rangs. Nous ferons tout ce qui nous est possible pour que les militants de la « Gauche prolétarienne » puissent s'exprimer sans restriction et devant l'ensemble des travailleurs. C'est seulement comme cela que leurs conceptions pourront être critiquées de façon saine et évoluer.

Nous n'avons par conséquent pas l'intention de nous laisser intimider. Notre intention est au contraire d'agir pour la défense des libertés démocratiques. De la loi scélérate à l'interdiction de la « Gauche prolétarienne » et au procès des directeurs de la « Cause du peuple », la politique de répression du pouvoir doit être combattue sans hésitation. □



Ce livre nous vient du Japon. Il est écrit par un des plus grands médecins de ce pays, le Dr SHA KOKKEN. Pour aider les nombreux couples qui ignorent comment réussir une entente heureuse de leurs corps, alors que leurs cœurs battent à l'unisson.

Ces couples trouvent dans « SEXUELLE TECHNIK » une documentation très sérieuse, très claire et compréhensible sur les méthodes à employer et l'indispensable hygiène. Les nombreuses illustrations instruisent le lecteur aussi clairement que possible sans le choquer jamais. Des précisions, oui. De la vulgarité, jamais.

Il faut lire ce livre remarquable qui allie à une extrême délicatesse de sentiment, une connaissance profonde du cœur et du corps humains.

« Sexuelle Technik » n'est pas un ouvrage érotique. C'est une œuvre dont l'auteur connaît l'importance de l'amour dans la vie des hommes.

« Les rapports conjugaux ne sont plus exclusivement un acte de procréation, mais un constant et attrayant dialogue amoureux entre les époux. Les nouvelles conceptions sexuelles dans le mariage exigent aussi la connaissance et la pratique d'une hygiène précises afin de déclencher les joies érotiques. »

Ces lignes sont extraites de l'avant-propos du Docteur SHA KOKKEN.

Traduit dans presque toutes les langues, ce livre voit son tirage dépasser 2 500 000 exemplaires. Il est envoyé franco par les EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, PARIS-17^e, C.C.P. Paris 67-47-57. Prix : 55 F en chèque bancaire ou C.C.P., ou bien 60 F c/remb.

Veillez m'envoyer « SEXUELLE TECHNIK » (T.S.)
M.
Adresse
Mode de paiement

Crise de conscience et passion pour la Lorraine

Rémy Grillault

M. Roger Souchal, député U.D.R. de la première circonscription de Meurthe-et-Moselle vient de démissionner de son mandat en raison de son désaccord avec la politique gouvernementale. Ce désaccord porte sur un problème précis : le tracé d'une autoroute entre Paris et Strasbourg.

La politique de M. Chalandon en matière de construction d'autoroutes confie au secteur privé la réalisation et la gestion des futures autoroutes. Et les intérêts privés qui ont fixé le tracé de l'autoroute Paris-Strasbourg se sont opposés à la mise à quatre voies de la RNE afin que l'autoroute ait un taux élevé de fréquentation — n'oublions pas qu'elle sera à péage !

Donc, M. Souchal est en désaccord avec le tracé de l'au-

toroute. Mais il demeure membre de l'U.D.R., « je reste gaulliste » a-t-il déclaré ; et il se représente, soutenu par l'U.D.R. et l'U.J.P., organisations dont il est le chef de file en Meurthe-et-Moselle, mais en tant que non-inscrit.

Belle crise de conscience que celle de M. Souchal qui, à l'Assemblée nationale, ne s'est jamais élevé contre la politique de M. Chalandon, et qui d'ailleurs s'il est réélu ne s'y opposera pas davantage puisque la seule chose qui le chatouille c'est le tracé de cette autoroute-là.

Pourtant M. Souchal ne peut pas faire croire aux Lorrains que le développement régional dépend de l'autoroute, qui eux savent concrètement que l'industrie sidérurgique est en train d'être évacuée à Fos-

sur-Mer, près de Marseille, où les usines Wendel-Sidelor commenceront à fonctionner en 1973.

Le développement régional est dans une impasse totale. De 1962 à 1968, la population active a diminué de 70.000 personnes. De troisième, au nombre des vingt et une régions, pour la population active, la Lorraine est passée à la seizième.

Aussi les gesticulations de M. Souchal ne trompent per-

tes allusion m'a été effectivement proposé. »

Aussi la passion que J.-J. S.-S. prétend avoir pour « cette crise lorraine » n'est-elle qu'une démonstration supplémentaire de la volonté de mieux gérer le capitalisme.

Lors des divers voyages qu'il vient de faire, à Rouen, à Lille, à Lyon, J.-J. S.-S. a pris beaucoup de contacts, a tenu des meetings en illustrant ses thèmes d'images lorraines. Niant

ment de porter témoignage. »

Sur qui J.-J. S.-S. compte-t-il s'appuyer ? Pour le moment il joue au grand rassembleur des mécontents : « Nous sommes tous des Théodorakis, des Gérard Nicoud, des Lorrains et aussi des paysans. »

Très concrètement : le leader du parti radical... ne se présente pas sous le nom de son parti, ce serait restreindre ses possibilités puisque le parti radical n'est composé à Nancy

tribune
socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction

Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantre, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
32.000 exemplaires

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil

141, boulevard de Sébastopol
PARIS (2^e) - Tél. : 236-61-64
Com. Parit. n° 37.392

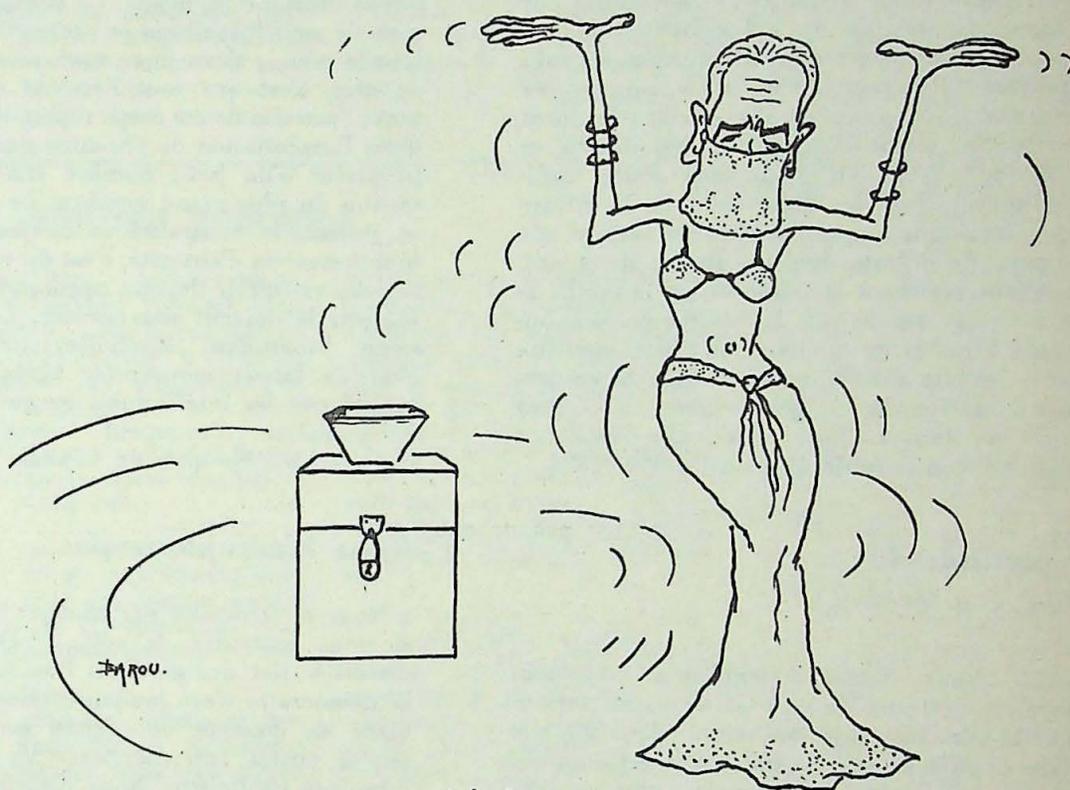
S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e



„J.J.S.S.“

sonne : il tient simplement à conserver sa place !

La passion de J.-J. S.-S.

Quel homme dévoué que Jean-Jacques Servan-Schreiber ! Lors d'un débat à Europe 1 il déclarait : « Le devoir politique ne se négocie pas. » Il parlait bien entendu de son éventuelle candidature à Nancy, qui est maintenant confirmée. Mais il semble bien qu'il ait voulu se dévouer à tout prix, y compris moyennant « compensation », pourvu que le bénéfice en soit une députation. En effet, M. Paul Vignaux, député socialiste du Gers vient de confirmer qu'il a été sollicité en vue de céder son siège de député afin que M. Jean-Jacques Servan-Schreiber puisse se présenter. Dans une lettre adressée au « Canard enchaîné » il a précisé : « Le 13 avril dernier j'ai reçu en ma mairie la visite de deux éminents responsables du parti radical gersois. Après un échange de considérations sur la politique départementale, le marchandage auquel vous fai-

implicitement la réalité économique lorraine (la région laissée aux intérêts industriels et aux promoteurs), J.-J. S.-S. propose un réel pouvoir politique local, en sa personne : « Le drame de cette ville et de ce département c'est de donner l'impression aux observateurs de l'extérieur qu'ils manquent d'hommes », peut-on lire dans « l'Est républicain », journal local qui soutient à fond le leader radical.

Contre qui J.-J. S.-S. va-t-il entrer en guerre ? Contre un pouvoir injuste, que représente localement M. Souchal : « La Lorraine souffre du mépris du pouvoir central à son égard. » Alors que ce pouvoir est l'expression des intérêts privés et n'est pas séparé du pouvoir économique.

J.-J. S.-S. qui considère l'accord électoral P.S.U.-P.C., pour le second tour comme une « mesure d'intimidation », tentera de donner des leçons aux « hommes de gauche » : « Je ne suis pas le successeur des gens qui considèrent que le rôle de la gauche est simple-

que de trois ou quatre notables. Par contre il a obtenu le soutien officiel des centristes qui lui offrent un suppléant : le docteur Jean-Claude, conseiller général de Pont-à-Mousson. Rappelons que le maire centriste de Nancy, M. Martin, s'élève à Nancy contre la politique gouvernementale, mais vote cette même politique au Sénat.

Incohérences ? Mais non : la « solution exemplaire » de J.-J. S.-S. est un leurre !

Il n'y a pas de vraie région lorraine

La Fédération P.S.U. de la Meurthe-et-Moselle présentera son secrétaire fédéral, François Borella. Nos camarades ont déjà pris position dans la presse locale sur le fameux problème du tracé de l'autoroute, démonstration de « la carence de onze ans de pouvoir gaulliste et centriste », mais ils affirment : « Il n'y a pas de vraie région lorraine. » Ils exposeront dans le prochain numéro de T.S. ce qui se passe à Nancy et en Lorraine. □

Une société nouvelle, la société socialiste

Michèle Descolongs

La campagne menée dans le XII^e arrondissement de Paris par l'Union des forces socialistes et révolutionnaires, permet d'expliquer aux habitants comment l'exploitation capitaliste se traduit dans la vie quotidienne, et tente de les mobiliser.

Meetings improvisés, porte-à-porte, ventes et distributions de journaux, collages massifs, distributions de tracts pour chacun des meetings prévus, invitations à des discussions : les militants apprennent et enseignent.

Cinq organisations mènent ensemble cette campagne : le P.S.U., la Ligue communiste, Lutte Ouvrière, l'Alliance marxiste révolutionnaire, le Comité d'initiative pour un mouvement révolutionnaire. C'est la nécessité de confronter dans la pratique des analyses sur le capitalisme et sur les luttes à mener pour l'abattre, c'est la nécessité de l'unité d'action.

L'unité

L'unité est d'ailleurs la question qui revient le plus souvent lors des réunions de quartier. Après les questions et les discussions sur les thèmes des meetings, les habitants du XII^e se préoccupent de savoir quelle sera l'attitude des candidats de l'Union des forces socialistes et révolutionnaires au second tour. Chaque fois ils expliquent l'échange de lettres, dont nous faisons état dans T.S. de la semaine dernière, et réaffirment qu'ils ont réservé leur décision tant qu'il n'y aura pas eu de rencontre avec le P.C.F.

Cependant le candidat du P.C.F., M. Heckli, s'est refusé jusqu'à présent à quelque contact que ce soit, sous prétexte « d'amalgame des groupes gauchistes et du P.S.U. ». Son suppléant a, pour ces mêmes « raisons », refusé de serrer la main de Philippe Simon qui, selon lui, « n'est plus un camarade ».

M. Heckli simplifie trop vite. L'unité, dans cette campagne, commence par l'élaboration

collective du matériel qui est diffusé, par la rédaction des tracts qui appellent aux meetings.

Une campagne qui correspond aux réalités

Certains de ces meetings sont la suite de campagnes de masse déjà menées.

Ainsi le tract intitulé : « On ne nous transporte pas, on nous roule », rappelle :

« Les patrons doivent payer : Par les hausses répétées, le pouvoir déclare vouloir supprimer le déficit de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. Mais ce n'est pas aux usagers de le combler, parce que, en dernier ressort, les transports parisiens profitent aux entreprises qui se procurent ainsi aisément la main-d'œuvre nécessaire à leur fonctionnement. C'est donc au patronat de payer le déficit des transports en commun et le coût des améliorations indispensables à leur bonne marche ».

Essai d'être clair et concret avec le tract d'explication de l'impérialisme :

« Bien des travailleurs croient encore que les agressions de l'impérialisme américain, ce sont des choses qui se passent très loin de notre pays et qui ne risquent pas de nous arriver. Mais depuis la mise en place par la C.I.A. du régime des colonels fascistes, en Grèce, nous savons que l'impérialisme américain peut se manifester aussi en Europe.

En fait, il se manifeste tous les jours dans notre pays. Parce que les décisions du capitalisme financier sont étroitement liées aux intérêts des principales firmes internationales, la liberté de manœuvre du capitalisme français est de plus en plus faible. Jour après jour, le gouvernement Pompidou acquiesce de plus en plus docilement aux impératifs de la diplomatie américaine ».

Le tract « La santé du capital contre la santé des travailleurs » a montré la difficulté de ne pas tout dire, et de savoir utiliser un langage clair.

Les habitants du XII^e ont la parole

Mais ce qu'il reste à savoir c'est l'impact que la campagne a sur les habitants du XII^e.

Lors du collage du samedi 30 mai, un commando d'Ordre Nouveau a attaqué et blessé une équipe du P.S.U., et ce sont des passants qui seraient intervenus pour assurer leur sécurité.

Le porte-à-porte des militants est bien accueilli, même si pour le moment les habitants du XII^e engagent difficilement la discussion.

Un meeting improvisé a rassemblé beaucoup de monde le dimanche 31 mai, sur le marché d'Aligre. En particulier des travailleurs immigrés sont intervenus pour faire préciser la position des candidats et des organisations qui les présentent.

Dans leur profession de foi Philippe Simon et Théodore Topolanski se sont expliqués sur la société à construire :

« Nous nous présentons à cette élection avec un programme socialiste et révolutionnaire.

Pour nous, la révolution a pour but de construire le socialisme, c'est-à-dire construire une société où chacun soit plus libre, où chacun travaille selon ses moyens et où chacun puisse vivre selon ses besoins. Cette société, la science et la technique moderne la rendent possible.

L'obstacle, c'est le système actuel basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Nous, révolutionnaires, nous pensons que pour construire une société débarrassée du parasitisme, il faut détruire la société bourgeoise et non essayer de l'améliorer.

Aucune société nouvelle, aucune démocratie avancée ne changera fondamentalement le sort et la vie des travailleurs tant qu'une minorité détiendra les moyens de production, les usines, les banques, la terre, qui doivent devenir la propriété collective de tous. »

Des abonnements pour tribune

« Tribune Socialiste » est un instrument pour étendre l'influence du parti. Quelles que soient les critiques que les uns ou les autres peuvent lui adresser, notre journal intervient dans les luttes politiques nationales et internationales. La grande presse fait de plus en plus référence à ses prises de position, à ses commentaires sur les luttes politiques et sociales. La faiblesse de ses moyens de départ ne lui permet cependant pas d'exploiter à fond toutes les possibilités et de s'adresser à tous les lecteurs en puissance. Un moyen très simple de nous aider est de faire de nouveaux abonnés, en effet chaque nouvel abonné signifie un peu d'argent supplémentaire que nous pouvons investir dans l'amélioration de la rédaction ou de la diffusion.

Notre tarif abonnement ne peut être un obstacle :

— un an : 43 F,

— un an, de soutien : 80 F.

Chaque abonné d'un an recevra un livre ou un disque en cadeau de bienvenue. Chaque militant du Parti nous ayant fait parvenir 10 (dix) bulletins d'abonnement recevra lui-même un livre ou un disque (d'une valeur de 25 F à choisir dans la Librairie T.S.).

— ABONNEMENT D'UN AN A 43 F Un livre (au choix) :

— Le P.S.U. et l'avenir socialiste de la France, par Michel ROCARD.

— La C.G.T., par André BARJONET.

— Les paysans dans la lutte des classes, par Bernard LAMBERT.

Un disque :

— Quatre chansons pour le Vietnam, par Simone BARTEL, Ed. T.S.

— ABONNEMENT D'UN AN DE SOUTIEN A 80 F Un livre (au choix) :

— Le Parti Communiste Français, par André BARJONET (valeur 16,50 F).

— L'Empire américain, par Claude JULIEN (valeur 25 F).

— La Théorie du matérialisme historique, par N. BOUKHARINE (valeur 20 F).

— Chants révolutionnaires du monde, par le Groupe des 17 (valeur 24,25 F).

Stages d'été

Trois stages principaux de formation sont dès maintenant décidés pour l'an prochain :

1) Stage « Jeunes travailleurs » du 1^{er} au 14 août, en Corse.

2) Stage de formation de cadres fédéraux, du 23 au 30 août, sur les bords de la Loire.

3) Stage « étudiants », du 1^{er} au 7 septembre, dans le Massif Central.

Un prochain « Directives » définira le programme, l'organisation et les modalités d'inscription. Mais dès maintenant veillez à vous conserver quelques jours de liberté.

Grande peur et faiblesse du pouvoir

Jean Verger

L'« Humanité », après les manifestations contre le procès de Le Bris et Le Dantec, s'en prenait ingénument à M. Marcellin et à la presse quotidienne qui grossissaient « démesurément » l'importance des « gauchistes ». Quand M. Marcellin parle de « complot international », quand 10.000 flics et C.R.S. sont incapables d'empêcher quelques milliers de manifestants de manifester, quand enfin la justice bourgeoise emprisonne à tour de bras, et inculpe sans vergogne tout ce qui lui est amené par une police sur les dents et vexée par surcroît, c'est qu'il se passe quelque chose de profond qui inquiète un régime qui n'a pas oublié dans quelles conditions d'illégitimité il a vu le jour il y a douze ans.

Pompidou de son côté et Chaban de l'autre, à leur tour, son hantés par le spectre de mai : la révolution n'est pas à nos portes dit l'un, et l'autre de surenchérir sur l'ordre, le fameux ordre républicain. C'est la méthode de Coué, qui leur permet de passer de bons

week-ends et des nuits pas trop agitées. Le pouvoir a peur ; et il a peur parce qu'il est conscient de sa faiblesse.

Un régime stable, démocratique et bourgeois laisse manifester ses citoyens, n'attend pas à la liberté d'expression, et ne pousse pas le ridicule jusqu'à empêcher tel ou tel groupement politique de manifester la commémoration de la Commune au cimetière du Père Lachaise.

Un régime stable, démocratique et bourgeois n'a pas besoin de se payer le luxe de la force de répression la plus coûteuse qui soit ; il n'a pas besoin (cf. M. Pleven à l'Assemblée Nationale) de justifier publiquement l'existence de tables d'écoute ; il n'a pas besoin de se constituer un fichier de police sur lequel figurera bientôt un Français sur deux ; il n'a pas besoin de se forger en plus une loi scélérate qui institue, en plus de l'arsenal des lois d'exception, la notion de responsabilité collective des manifestants !

Bref, si le pouvoir a besoin

de tout cela c'est qu'il a peur, c'est qu'il se sent et se sait menacé, c'est qu'il prend au sérieux la montée des forces révolutionnaires, même si ces forces révolutionnaires elles, n'ont pas toujours conscience de la force qu'elles représentent et si leurs divisions masquent temporairement la fragilité du pouvoir de leur adversaire, le pouvoir d'Etat.

Le pouvoir de l'Etat bourgeois en France est caractérisé par l'aspect spécifique de sa centralisation qui découle à la fois de traditions historiques (jacobinisme puis bonapartisme) et des caractères particuliers de l'évolution du capitalisme et de ses contradictions (difficultés du capitalisme français de s'adapter au marché mondial, nécessité d'arbitrages permanents entre les différentes tendances du capitalisme industriel et bancaire).

Cette centralisation se manifeste par exemple par le rôle important du secteur nationalisé (énergie) pour l'ensemble de l'économie capitaliste ; à un autre pôle elle se manifeste

par l'importance du secteur de la fonction publique dans l'économie « sociale ».

En période de crise sociale grave, elle aboutit au blocage complet du système économique : toute grève d'une certaine ampleur, touchant à la fois le secteur privé et le secteur public, pose en termes politiques le problème de l'Etat. La paralysie du secteur public en grève débouche elle-même, simultanément sur le problème de l'Etat au niveau de ses institutions politico-administratives (ministères, préfectures, justice, etc. sont directement touchés par la grève).

L'appareil d'Etat est en permanence à la merci du déclenchement d'une crise sociale caractérisée — comme en mai 68 — par la généralisation des grèves, le blocage de l'économie tout entière et d'une grande partie des structures politico-administratives.

Les structures parlementaires classiques étant depuis l'instauration de la Ve République bloquées par le Pouvoir lui-même, il n'existe aucune force parlementaire de « compres-

sion » ou si l'on veut, de « récupération ».

Lorsque des actions extraparlimentaires mettent en cause le pouvoir, celui-ci ne dispose plus que d'une seule arme : la répression.

La répression, comme on le sait est aveugle ; en s'en servant aujourd'hui comme il le fait, d'une manière quasi préventive, le régime se condamne d'une manière beaucoup plus rapide qu'il ne le pense : la bêtise est l'alliée de la peur ; le coup de-la-majorité-silencieuse-qui-a-peur et se réfugie dans le giron du pouvoir s'expliquait en juin 68 par le reflux d'un mouvement qui n'avait pas su porter ses coups décisifs au moment opportun. Aujourd'hui, l'épouvantail risque de se retourner contre ses auteurs, les gens des C.D.R. et autres U.D.R. qui poussent leurs cris hystériques pour se donner bonne contenance.

Dans le cycle répression-riposte qui s'ouvre aujourd'hui en France, la racaille gaulliste et ses alliés, risque fort de perdre une bataille de plus. □

Souscription nationale

DEPARTEMENTS	Nombre des réponses	DONS F	PRETS F	CAUTIONS F	BONS F
01 AIN	7	500,00	1 000,00	1 000,00	
02 AISNE	1	100,00			
03 ALLIER	5	370,00	500,00	500,00	
05 HAUTES-ALPES	1	50,00			
06 ALPES-MARITIMES	6	1 000,00			
07 ARDECHE	3	440,00		300,00	
08 ARDENNES	2	110,00		100,00	
10 AUBE	1	50,00			
11 AUDE	2	120,00			
12 AVEYRON	3	200,00			
13 BOUCHES-DU-RHONE	3	150,00		1 000,00	
14 CALVADOS	2	200,00	3 000,00		
16 CHARENTE	2	300,00		1 100,00	
17 CHARENTE-MARITIME	5	3 055,00			
18 CHER	1	200,00			
19 CORREZE	5	545,00			
20 CORSE	1	100,00			
21 COTE-D'OR	4	275		200,00	
22 COTES-DU-NORD	4	295,00			
24 DORDOGNE	4	250,00	1 000,00		
25 DOUBS	6	335,00	200,00	500,00	
26 DROME	5	555,00		500,00	
29 FINISTERE	7	2 560,00	30,00		
30 GARD	6	150,00	300,00	5 000,00	100,00
31 HAUTE-GARONNE	5	600,00			
33 GIRONDE	8	460,00	200,00	200,00	50,00
34 HERAULT	3	70,00			
35 ILLE-ET-VILAINE	4	320,00		1 100,00	
36 INDRE	1	50,00			
37 INDRE-ET-LOIRE	16	265,00	1 000,00	1 300,00	
38 ISERE	7	1 460,00	4 000,00	6 000,00	50,00
39 JURA	5	425,00		500,00	100,00
42 LOIRE	7	450,00	500,00		
43 HAUTE-LOIRE	1	10,00		2 000,00	
44 LOIRE-ATLANTIQUE	7	575,00	1 000,00	6 000,00	20,00
45 LOIRET	5	350,00			
46 LOT	3	300,00			
47 LOT-ET-GARONNE	3	260,00		500,00	
49 MAINE-ET-LOIRE	2	100,00		160,00	100,00

DEPARTEMENTS	Nombre des réponses	DONS F	PRETS F	CAUTIONS F	BONS F
50 MANCHE	4	350,00		500,00	
51 MARNE	4	175,00	300,00	1 000,00	20,00
52 HAUTE-MARNE	10	410,00			
54 MEURTHE-ET-MOSELLE	14	975,00	300,00	3 000,00	
55 MEUSE	1	150,00		1 000,00	
56 MORBIHAN	5	450,00	300,00	1 500,00	
57 MOSELLE	4	230,00			50,00
58 NIEVRE	2	150,00		500,00	
59 NORD	15	1 130,00	500,00	2 000,00	50,00
60 OISE	5	555,00			
62 PAS-DE CALAIS	1	50,00			30,00
63 PUY-DE-DOME	7	1 150,00		1 000,00	100,00
64 PYRENEES-ATLANTIQUES	6	460,00		500,00	
65 HAUTES-PYRENEES	2	120,00			
66 PYRENEES-ORIENTALES	2	550,00			
67 ALSACE	5	285,00		200,00	50,00
69 RHONE	15	2 200,00	1 000,00	21 000,00	
70 HAUTE-SAONE	1	100,00			
71 SAONE-ET-LOIRE	2	700,00			
72 SARTHE	3	225,00	200,00	100,00	20,00
73 SAVOIE	3	320,00	500,00		
74 HAUTE-SAVOIE	3	160,00	340,00		
76 SEINE-MARITIME	15	330,00		1 600,00	50,00
77 SEINE-ET-MARNE	6	450,00			
78 YVELINES	14	2 050,00	1 900,00	600,00	200,00
79 DEUX-SEVRES	2	70,00			
80 SOMME	4	125,00			
82 TARN-ET-GARONNE	2	230,00		1 000,00	200,00
83 VAR	1	100,00		1 000,00	
84 VAUCLUSE	3	520,00		1 000,00	
85 VENDEE	2	600,00	1 000,00	3 000,00	
88 VOSGES	1	20,00			
89 YONNE	3	240,00			50,00
91 ESSONNE	12	2 760,00			
92 HAUTS-DE-SEINE	24	1 780,00		5 000,00	
93 SEINE-SAINT-DENIS	30	1 570,00	1 000,00	8 000,00	140,00
94 VAL-DE-MARNE	8	1 790,00	500,00	2 350,00	50,00
95 VAL-D'OISE	5	310,00		500,00	200,00

Les soucis de France-Nouvelle

Gérard Féran

Après l'avoir considéré pendant longtemps comme quantité négligeable, le P.C. attache désormais quelque intérêt au P.S.U. et lui consacre régulièrement dans sa presse des études qui ont pour objet d'informer ses militants et ses lecteurs sur « la véritable nature » de notre Parti. A vrai dire chaque nouvel article ne nous apporte pas de grandes révélations et tente davantage, à l'instar de celui de Léo Figuères paru dans le dernier numéro de « France Nouvelle », de donner à des présomptions le caractère d'évidences grâce à une répétition incessante des mêmes thèmes. C'est ainsi que nous apprenons une nouvelle fois que le P.S.U. représente « un néo-réformisme à phase révolutionnaire », qu'il est partisan de « la fameuse théorie des pouvoirs multiples (à l'usine, à l'université, aux champs, etc.) » et que, bien entendu, il s'allie sans vergogne avec des groupes gauchistes. « Le but avoué de cette coalition disparate étant de combattre le Parti communiste français. » Ajoutez à cela que le P.S.U. considère que la lutte socialiste à notre époque peut se passer d'étapes de transition et vous saurez tout sur cet affreux petit Parti qui joue « le rôle de charnière entre le réformisme traditionnel et les sectes gauchistes ».

Contre la théorie des pouvoirs multiples

La chanson n'est pas nouvelle et tourne même à la rengaine. Nous pourrions demander à nos camarades communistes qui nous reprochent de « leur attribuer des positions qui ne sont pas les leurs » de bien vouloir considérer que nous avons quelque mal quant à nous, à retrouver le P.S.U. après les métamorphoses que lui fait subir le Parti communiste pour mieux le critiquer. Il n'est en effet pas nécessaire d'avoir passé ses nuits à éplucher les 17 thèses du Congrès

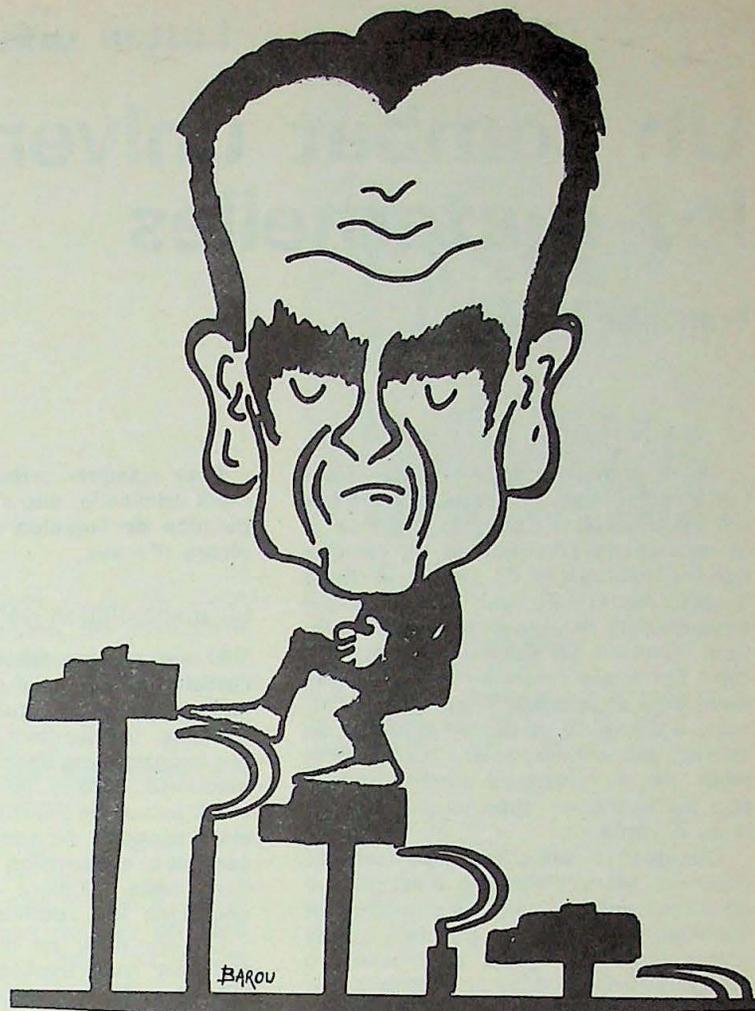
de Dijon et les différents textes votés dans les Conseils nationaux pour se rendre compte que le P.S.U. ne reprend pas à son compte la « fameuse théorie réformiste des pouvoirs multiples ». Non pas que le débat sur ce point ait été absent à l'intérieur du courant socialiste. Mais dans sa grande majorité le P.S.U. a estimé que cette conception ne remettait pas réellement en question le pouvoir d'Etat ou qu'elle conduisait à considérer que le pouvoir de classe de la bourgeoisie pourrait un jour s'écrouler comme un fruit mûr. A cette théorie des pouvoirs le P.S.U. oppose une stratégie axée sur le contrôle ouvrier dont on voudrait nous faire dire qu'il est une lutte pour la cogestion alors que nous avons toujours considéré cette éventualité comme impossible en système capitaliste.

Certes, toute lutte sociale restera partielle tant que n'aura pas été détruite l'organisation sociale du travail imposée par le capitalisme et le contrôle ouvrier ne constitue pas une panacée. Mais il vise au moins, en portant son action sur l'organisation de la production, à empêcher que des luttes ouvrières prioritairement axées sur des revendications salariales ne soient encore plus rapidement récupérées. Corollaire de la thèse des pouvoirs multiples que le P.S.U. serait censé soutenir, nous apprenons également avec étonnement que nous refusons des étapes de transition nécessaires dans la lutte pour le socialisme. Et le très orthodoxe Léo Figuères de nous asséner sur ce point la condamnation suprême, celle de Lénine qui, lui, a toujours prétendu le contraire. Ce qui est curieux, c'est que le P.S.U. lui aussi a toujours prétendu le contraire. Ce n'est pas parce qu'il peut y avoir un « grand soir » que le ciel est nécessairement sans nuage le lendemain matin. L'organisation ca-

pitaliste du travail est trop profonde, trop intériorisée par les travailleurs eux-mêmes du fait de la culture dominante pour qu'on puisse la remplacer du jour au lendemain par un système de rapports de production où chacun sera maître de ses outils de production et contrôlera l'utilisation de son travail.

Les équivoques de la démocratie avancée

Mais d'où vient alors cette singulière découverte que nos camarades du P.C. ont cru faire dans les propositions du P.S.U. ? Ne serait-ce pas par hasard parce qu'ils assimilent eux « étapes de transition » et « démocratie avancée » ? Et en effet nous refusons cet objectif. Mais nous le refusons non pas parce qu'il nous paraît être une transition de trop mais précisément parce qu'il n'est pas une transition réelle. Et pour le coup c'est nous qui ne comprenons plus très bien le Parti communiste : car cette démocratie avancée ne peut être au mieux que la conquête du pouvoir d'Etat. Je dis au mieux car il y a fort à parier qu'elle sera uniquement une majorité parlementaire à la Chambre, avec un gouvernement de coalition, où l'on fera une petite place aux radicaux s'ils veulent bien être un peu plus sages aujourd'hui. Cette tentative n'ayant sans doute pas plus de raison de réussir là où le Front populaire a échoué dans des conditions bien meilleures. Mais même dans l'hypothèse d'une conquête du pouvoir d'Etat par des représentants authentiques de la classe ouvrière, ce n'est pas à des marxistes que nous apprendrons qu'il s'agit là d'une condition nécessaire mais non suffisante pour mettre fin à la domination économique de la bourgeoisie. A moins bien sûr que cette conquête ne soit que l'un des éléments d'une lutte sociale généralisée capa-



ble de paralyser l'appareil de production dans le même temps où un gouvernement de Front populaire générerait l'action de la bourgeoisie. Si c'était cela qu'il fallait comprendre dans l'objectif de « démocratie avancée » nul doute que nos points de vue se rapprocheraient sérieusement. Malheureusement il nous semble que cette démocratie sera beaucoup plus l'histoire hélas trop connue des contradictions d'une coalition de gauche élue par des travailleurs pour faire leur politique et obligée progressivement de céder aux pressions de la bourgeoisie parce que l'organisation sociale du travail sera restée intacte. Sans doute les conditions subjectives de la lutte socialiste ont une importance sans cesse croissante et une stratégie sérieuse ne peut manquer de les intégrer à son combat. Mais ces conditions subjectives ne sont plus les mêmes à l'heure où l'objectif avoué de la bourgeoisie française est l'intégration de la classe ouvrière, y compris en lui proposant une amélioration relative de ses salaires. Le temps n'est plus où la seule volonté d'une hausse du pouvoir d'achat des travailleurs représentait en soi un ébranlement du système de production et de son idéologie. Aujourd'hui ceux qui aspirent à une profonde amélioration de leurs conditions de vie comprennent que c'est l'organisation même du travail qui est en cause. La proposition d'une « alternative socialiste » n'est pas un mot d'ordre aventuriste ou utopique. Elle répond au contraire à des conditions objectives (une lutte efficace contre le capitalisme ne doit plus se situer aujourd'hui seulement au niveau des revendications salariales mais tendre à

déséquilibrer l'appareil de production lui-même) et à des conditions subjectives qui tiennent compte de l'aspiration réelle des masses à une transformation du système social et pas seulement à son aménagement.

Et ces « affreux gauchistes » ?

Reste le problème des « gauchistes ». Ces êtres à ce point répugnants que tout contact avec eux frappe de nullité la politique d'un parti. Curieuse façon en réalité pour un parti qui se targue d'être le dépositaire d'un « socialisme scientifique » que de rassembler dans une même négation des courants politiques au demeurant fort différents. Le P.S.U. n'a pas d'amitié particulière pour les gauchistes. Il se contente d'analyser les objectifs et la pratique de toute force politique pour voir s'il est ou non possible de passer des accords avec elle. On ne voit pas pourquoi des militants socialistes conséquents passeraient leur temps à gémir sur l'agonie de la social-démocratie. On ne voit pas pourquoi ils ne seraient pas assez grands pour distinguer eux-mêmes ce qui dans les actions des groupes d'extrême-gauche contribue à une avancée de la lutte révolutionnaire et ce qui au contraire la gêne par l'aventurisme ou le terrorisme. Bien sûr nous comprenons que le Parti communiste préférerait avoir une solution de remplacement au cas où le Parti socialiste condamnerait son déclin. Mieux vaut selon lui un parti social-démocrate qu'un parti révolutionnaire... Nous ne lui ferons heureusement pas ce plaisir. □



Un combat universitaire : les maternelles

Françoise Girard

On se souvient sans doute de l'émotion soulevée en novembre dernier par Olivier Guichard lorsqu'il proposa à la tribune de l'Assemblée de remplacer les institutrices de petites sections d'école maternelle par un personnel sous-qualifié et sous-payé qu'il pare du nom flatteur d'aides-éducatrices : c'est la brutale émergence — à un moment jugé sans doute opportun — d'attaques d'origine et de signification diverses, qui convergentaient souterrainement, depuis plusieurs années, contre une institution en apparence unanimement révéérée.

Quelques militants syndicalistes prennent alors l'initiative d'un groupe de travail qui, très vite, se constitue en association et s'ouvre, par-delà toutes divergences politiques, syndicales ou catégorielles, à des enseignants de tous niveaux, de très nombreux parents, de psychologues, de médecins, de travailleurs sociaux, de chercheurs de disciplines diverses (1).

Une première riposte

Une lettre est adressée au ministre le 11 décembre (2). Reprise et paraphrasée par la presse écrite et parlée de toutes tendances, elle suscite au sein de l'opinion publique, une assez large prise de conscience, popularise un certain nombre d'arguments fondés sur les données les plus récentes des sciences humaines, stimule la mise sur pied par les organisations de défense intéressées, de multiples manifestations de protestation. On parle bientôt d'une « bataille des maternelles ».

Devant l'ampleur de la riposte, le gouvernement, sur ce point précis, recule, et c'est un acquis important. Cependant, l'école maternelle, à plus d'un titre, reste en danger.

Si la politique officielle prend désormais un nouveau style, plus feutré, plus insidieux, elle ne renonce à aucune de ses options fondamentales, économies à tout prix, privatisations, conservatisme social.

Les difficultés de fonctionnement s'aggravent, à la lumière d'informations reçues de divers horizons du pays, le groupe d'études dénonce l'insuffisance des locaux, l'exiguïté des classes qui trahit parfois les normes imposées, la surcharge des effectifs (50 enfants par classe, alors que le maximum autorisé au cours préparatoire est de 25, avec renforcement du contrôle et menaces de fermeture de classes pour la rentrée prochaine), le surmenage du personnel, le nombre croissant de remplaçantes recrutées, sans garanties de statut, et sans formation professionnelle, l'utilisation ici d'aides-maternelles, elles-mêmes mystifiées et sous-payées à des tâches de remplacement du personnel manquant, là, des formules de fréquentation à mi-temps, aussi désastreuses pour les familles que pour les éducatrices, bref : « Il s'agit de trouver, sans remaniement spectaculaire pour l'instant, des solutions au rabais, pour une école au rabais, réservée aux plus démunis. »

Pour masquer cette carence proprement criminelle, une stratégie de manipulation de l'opinion s'organise à plusieurs niveaux.

La manipulation de l'opinion

D'une part on tente de désamorcer l'inquiétude par des déclarations rassurantes et des protestations d'attachement indéfiniment répétées : visites impromptues dans les écoles, communiqués, lettres aux députés, lettre au directeur de l'O.R.T.F. : « Je n'ai jamais proposé de retirer les institutrices des maternelles », lit-on même dans cette dernière, largement diffusée dans les établissements !

D'autre part, on camoufle la détérioration trop explicable de l'institution en s'efforçant d'en offrir au public une image astucieusement fardée : par exemple dans une récente émission télévisée.

Plus dangereusement encore, on s'efforce d'infléchir l'opinion vers une conception de la petite enfance qui puisse légitimer en apparence pour aujourd'hui cette politique d'abandon, pour demain de plus graves atteintes.

Au moment même où les pays industriels « socialistes » et capitalistes, convaincus par les travaux de leurs savants de l'importance décisive de cette première étape éducative, décident de la programmer sur des bases scientifiquement rigoureuses, et de lui consacrer de substantiels crédits, nos officiels développent en effet une idéologie parfaitement rétrograde, fondée sur les préjugés les plus éculés.

Si le ministre ne parle plus « d'occuper intelligemment les enfants », il délègue à d'autres le soin d'explicitier les vœux du régime : la proposition de loi dite Capelle, signée de 7 députés U.N.R., dangereuse dans son insignifiance apparente, la proposition Missoffe-Buron, qui n'offre rien moins aux « appelées » du service civique féminin que de remplacer le personnel manquant, les déclarations de Mme Becourt-Foch, membre très écouté en haut lieu du Conseil municipal (3) qui défend le projet de l'introduction d'un personnel sous-qualifié, au nom de « sa chère vieille Céleste », qui ne savait ni lire ni écrire, et lui a néanmoins appris tant de choses, sont des documents qui s'éclairent mutuellement.

Une politique aussi grossièrement anachronique ne peut espérer prendre appui que sur les ignorances, les divisions et la peur qui soudent dans ce pays les forces de résistance au progrès.

Face aux préjugés, aux égoïsmes catégoriels et aux conflits d'intérêts qui divisent parfois encore les couches sociales intéressées par le problème, mais masquant mal au sein de la société capitaliste une complicité fondamentale des adultes dans une pratique de méconnaissance et d'aliénation de l'enfance, le groupe d'étude déclare :

« Nous ne bataillons pas pour les intérêts de telle institution prise en elle-

même, de tel personnel plutôt que tel autre, mais d'abord pour les intérêts de l'enfant. Et nous songeons moins à adapter l'enfant à l'école qu'à adapter l'école à ses besoins. Cela signifie : tenter de lui donner au départ toutes ses chances, en ne se contentant pas d'une égalité fallacieuse, mais en offrant aux plus défavorisés toutes les compensations susceptibles d'atténuer les handicaps sociaux précoces, ce qui implique aussi la multiplication de crèches d'un type nouveau. Cela signifie : le libérer de tout ce qu'il y a d'inutilement oppressif dans nos pratiques ; l'arracher aux contradictions de l'éducation scolaire et familiale qui l'écartèlent, aux pressions des routines et des modèles périmés qui étouffent ses possibilités d'épanouissement aux conditionnements précoces qui le vouent aux valeurs de consommation et de profit, enfin le réinsérer valablement dans la cité. »

De nouveaux objectifs

Ni la bonne volonté, ni l'attrait spontané pour les petits ne suffisent à opérer une telle conversion des attitudes. C'est pourquoi le groupe d'études propose comme objectif fondamental non la défense d'un « statu quo », non telle ou telle innovation partielle, mais un remodelage du milieu éducatif à partir d'une expérimentation rigoureuse, une formation des maîtres scientifique, sociale, humaine, approfondie, bref la rénovation hardie d'un cycle préélémentaire ressaisi dans sa totalité dynamique et dans ses fins.

Il consacre ses journées d'études, les travaux de ses commissions spécialisées parisiennes et de ses groupes provinciaux (4) à l'exploration critique des écrits, expériences et suggestions propres à faire avancer concrètement son projet. Il a déjà mis au point une première plate-forme de revendications qui puisse servir de tremplin pour des actions communes entre organisations intéressées ; il travaille à un plan de « centre de la petite enfance » expérimental regroupant : crèche, école maternelle, et équipement socio-éducatif mixte, initiative qui peut intéresser directement le P.S.U., au moment où celui-ci inaugure une campagne pour un meilleur cadre de vie. Cette orientation lui vaut un large écho ; des associations familiales ou pédagogiques, éprises de renouveau, habituellement défiantes à l'égard des luttes étroitement catégorielles, adhèrent en bloc ou manifestent activement leur soutien. Citons l'association « Pour des Centres de la Petite Enfance », qui en réfléchissant sur les besoins nouveaux spontanément révélés à travers les crèches sauvages de mai 68, était parvenue à des conclusions à peu près identiques et décide de collaborer étroitement (5) ; Ecole et Famille ; l'Ecole des Parents, de nombreuses A.P.E. ; les divers mouvements de pédagogie nouvelle regroupés au sein de la revue « Interéducation, En-

seignement 70 », d'autres encore... Et déjà on lui écrit de l'étranger.

Contre la participation

Certes, il ne faut pas se faire trop d'illusions sur la portée de l'innovation dans une société comme la nôtre : les expériences-pilotes y servent volontiers d'alibi. Ou bien la nouveauté y est tout simplement retraduite dans la logique du système, comme le démontrent les avatars de certaines méthodes nouvelles américaines, destinées aux enfants de moins de six ans, qui, élaborées au départ pour les plus déshérités, sont utilisées avant tout par les établissements privés les plus huppés, dans une optique de compétition capitaliste, afin d'accélérer le processus scolaire des fils de privilégiés.

Seule une société socialiste peut assumer le projet généreux d'un authentique cycle préélémentaire, replacé dans le cadre d'une éducation permanente qui s'efforcera depuis le berceau, de donner à chacun les chances du plein épanouissement de ses virtualités.

Mais une tentative comme celle-ci ouvre peut-être une perspective nouvelle pour la stratégie des luttes enseignantes.

A l'heure où la presse bourgeoise étale avec complaisance les divisions de la gauche, et où les actions unitaires au sommet révèlent toute leur précarité, il n'est pas indifférent que des groupes de ce type donnent l'exemple d'une action unitaire à la base, menée loyalement sur un objectif précis et constructif.

Cette forme originale de regroupement, qui s'interdit de se substituer aux organismes traditionnels de défense, qui s'affirme groupe d'études, mais tente de faire naître l'étude de l'action et de la convertir en action, semble bien retrouver la véritable « Ecole ouverte » et s'inscrire dans la filiation de Mai 68.

En faisant prendre en charge par la base, de façon permanente, et hors de tout organisme officiel, le projet de rénovation de l'enseignement trop longtemps confisqué par les spécialistes ou les technocrates, en refusant de faire confiance aux informations officielles et en tentant de lui substituer ses propres sources, en démasquant à chaque initiative les arrière-pensées du pouvoir, elle ébauche aussi peut-être une première approche de ce que pourrait être, dans le domaine de l'éducation, une forme nouvelle de « contrôle » qui échappe aux mystifications de la « participation » officielle. □

(1) Groupe d'études pour la défense et la rénovation permanente de l'école maternelle, 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e.

(2) Cf. « Rénovation syndicale », janvier 70.

(3) Cf. « B.M.O. », 20 mars 1970.

(4) Pour participer, s'inscrire au siège.

(5) Permanence commune des deux associations, 27, rue Mouffetard, Paris 5^e, de 15 à 19 h, sauf samedi, dimanche, lundi.

Où est le vrai débat ?

Gilles Martinet (Drôme)

Le rapport introductif aux travaux du Conseil national se veut bien trop modeste. Il ne s'agit évidemment pas d'une simple « **présentation des éléments formant la stratégie du parti tels qu'ils ont été votés par les congrès et conseils** ». Le tableau qui nous est donné de la situation actuelle contient nécessairement des éléments nouveaux qui ne pouvaient être analysés lors des précédents congrès et conseils.

De ces éléments, j'en retiendrai deux qui me paraissent particulièrement importants.

1) Le rapport souligne que la plupart des luttes sociales de la dernière période « **se sont développées sur des mots d'ordre réformistes et avec une base de masse réformiste** ». Cela constitue, nous dit-on, « **l'une des questions les plus difficiles posées aujourd'hui au parti** ». Voilà une observation honnête et courageuse mais dont il faut tirer toutes les leçons. Nous ne vivons pas une période de montée révolutionnaire mais une période de reflux, dont les effets sont cependant atténués par l'aggravation des difficultés du capitalisme français (très bien analysées dans le rapport) et par le souvenir encore brûlant des journées de mai 1968. C'est ce qui explique à la fois le réformisme des masses et la fétichisation de la violence parmi les courants populistes (fétichisation qui est évidemment liée au phénomène de reflux mais qui, d'autre part, n'existerait pas s'il n'y avait pas eu Mai). Et c'est aussi ce qui devrait nous conduire à clarifier notre position à l'égard des courants dits « réformistes », (qualification qui, disons-le en passant, ne suffit pas à caractériser le phénomène complexe que constitue le parti communiste). L'affrontement politique que nous devons avoir avec ces courants doit s'accompagner de propositions d'actions communes et donc éventuellement de la conclusion d'accords, ceci non point pour s'aligner sur ces courants mais pour pousser en avant, éclairer et finalement radicaliser le mouvement des masses.

2) Le rapport admet par ailleurs que les résultats des campagnes décidées par le dernier congrès

sont relativement minces. Cela signifie-t-il que le choix des thèmes (contrôle ouvrier, problèmes de la ville, anti-impérialisme) était mauvais ? Je ne le pense pas. Mais la preuve me paraît maintenant faite que le P.S.U. seul ne peut mener de véritables campagnes dépassant le stade classique des actions de propagande. Il ne faut pas seulement « décréter » les campagnes, il faut forger les outils capables de les réaliser. Cela peut entraîner la conclusion d'accords avec les autres organisations. Mais cela implique surtout la création de mouvements autonomes, regroupant tous les éléments susceptibles d'être mobilisés sur un problème précis. Et ces éléments ne sont pas les mêmes lorsqu'il s'agit de gagner les salariés à l'idée du « contrôle » (ce qui n'est pas, chacun le sait, acquis au départ) ou lorsqu'il s'agit de mettre en cause la gestion d'une ville (à travers les comités de quartier et les G.A.M.). Des expériences devraient être tentées d'abord au niveau régional, puis, éventuellement, étendues sur le plan national.

Cela dit, nous savons que des problèmes qui ne sont qu'effleurés dans le rapport introductif vont être également posés au conseil national, et en premier lieu celui de la constitution du « **futur parti révolutionnaire** ». Cela gêne visiblement certains camarades qui, tout en se déclarant favorables « **à l'unité d'action avec tous les mouvements qui se réclament de Mai** », ne veulent pas — et ils ont sur ce point raison — rompre les négociations qui sont engagées avec le parti communiste. Ces camarades semblent prêts à faire de grandes concessions verbales à la condition que l'on s'en tienne, dans la pratique, aux ambiguïtés présentes.

Je ne suis pas de cet avis. Je crois qu'un certain nombre de vérités doivent être dites, même si cela doit faire grincer quelques dents.

Première vérité : il n'y a pas d'unité possible entre **tous les mouvements qui se réclament de Mai** ». Il suffit de lire les textes de la « Gauche prolétarienne », de l'A.J.S., de la Ligue communiste, de « Lutte ouvrière », etc., pour s'aper-

cevoir qu'en dehors de la lutte contre la répression, les divergences l'emportent désormais sur les convergences. Marc Heurgon avait raison d'écrire dans le premier numéro de « Que faire ? » que le « **mouvement révolutionnaire est dans l'impasse** ».

Deuxième vérité : chaque courant cherche, comme cela est naturel, à réaliser une certaine unification **sur la base de ses propres positions**. On ne peut reprocher aux camarades de la Ligue communiste de manquer de franchise dans ce domaine.

Il se trouve cependant que les positions des uns et des autres ont évolué au cours de cette dernière période. Aussi ne doit-on repousser aucun dialogue, ni rejeter a priori la perspective d'aucun rapprochement. Mais — et c'est là, pour moi, la question essentielle — dialogues et rapprochements doivent intervenir à partir d'une mise au net de nos propres objectifs.

Troisième vérité : la notion de « courant révolutionnaire » contribue à obscurcir considérablement le débat en le plaçant sur un terrain plus sentimental que politique. Nous utilisions naguère, pour caractériser l'orientation du P.S.U., la formule de « courant du renouveau socialiste », puis de « courant socialiste ». Ce que cela voulait dire concrètement, des millions de Français l'ont appris à l'occasion de la campagne présidentielle au cours de laquelle Michel Rocard a développé les thèses que nous avons collectivement élaborées depuis la fondation du parti. Et chacun a pu également se rendre compte à ce moment que ces thèses étaient loin de coïncider avec celles que défendaient les autres « **mouvements se réclamant de Mai** ».

Faudra-t-il s'en tenir toujours aux divergences de 1969 ? Evidemment non. Des évolutions se produisent et il serait absurde de les ignorer. Encore faut-il préciser le sens de ces évolutions et dire nous-mêmes sur quoi nous sommes aujourd'hui d'accord et sur quoi nous ne le sommes pas.

Le confusionnisme qui règne à ce propos dans le parti a une dou-

Tribune libre

Conseil national

Juin 1970

ble origine. Il y a d'abord des camarades qui ne sont pas, qui n'ont jamais été ou qui ne sont plus sur les positions du « renouveau socialiste » : il est normal qu'ils songent, sans toujours le dire ouvertement, à constituer le « futur parti révolutionnaire » sur des bases proches du maoïsme, du trotskysme ou du populisme. Et puis il y a des camarades que la discussion avec les groupes révolutionnaires traumatise, parce que cette discussion ne peut être menée **que sur la base du marxisme** et qu'ils ne sont pas eux-mêmes marxistes.

Je sais que je touche là encore un point délicat. Mais il faut vider tous les abcès. J'ai été de ceux qui, pour respecter les convictions d'un grand nombre de militants (et, en particulier, de ceux qui venaient des milieux chrétiens), ont insisté pour que le P.S.U. ne se réclame pas publiquement du marxisme. Cela a été sans doute valable à une certaine époque. Cela a cessé de l'être. Ma participation, au cours de ces derniers mois, à onze stages de formation de la C.F.D.T., m'a guéri de mes anciens scrupules. Ce sont les militants d'origine chrétienne qui demandent aujourd'hui avec le plus d'insistance qu'on leur enseigne l'histoire du marxisme : j'entends l'histoire véridique du marxisme, avec ses richesses, mais aussi ses lacunes et ses contradictions.

Un grand effort de clarification est nécessaire. Il ne saurait évidemment être entrepris d'ici le Conseil national. Mais le Conseil national peut, tout en prenant les mesures pratiques qu'exige la poursuite des luttes actuelles, décider l'ouverture du débat de fond qui doit, à mes yeux, commander nos choix futurs en matière de regroupement et d'unité. □

Un pas en avant

Pierre Bauby

Bernard Frévaque (Hauts-de-Seine)

Le prochain Conseil National doit faire date : il se tiendra à un moment fondamental de la vie du Parti.

Les thèses de Dijon et le dernier Conseil avaient permis d'éclairer un certain nombre de positions. Mais la ligne stratégique (objectif : la prise du pouvoir par le prolétariat, guidé par un parti révolutionnaire) et ses applications tactiques (définition des axes prioritaires de luttes) étaient empreintes d'ambiguïtés : de telle sorte que notre action en a été gênée et notre pratique souvent hésitante, de même que le débat politique, nécessaire à tous les échelons du parti, en a été bloqué.

Par conséquent, la première tâche de tous les militants, à l'occasion de ce Conseil, est d'analyser d'une façon très concrète, en ne ménageant pas notre propre critique, et les luttes menées depuis un an, et notre pratique dans ces luttes. Cet acquis devra alors nous permettre d'aborder les problèmes nouveaux, avec l'avantage d'être sur une ligne claire, sans ambiguïtés.

Mais la manière dont se prépare notre Conseil National laisse encore mal augurer de la possibilité de faire un pas en avant. C'est notre devoir immédiat de tout faire pour redresser la situation.

**

Ce texte n'a la prétention ni de donner une liste de conseils ni de donner une série de réponses. Il souhaite seulement contribuer à la réflexion de tous les camarades.

Quelle a été notre pratique depuis un an ?

Nous devons analyser ensemble :

● **Au niveau des luttes menées** : qu'ont-elles été ? Dans quel domaine ? Qu'ont-elles tenté de mettre en cause ? Ont-elles été à la mesure de la situation « historique » ?

● **Au niveau de leur impulsion**. Le P.S.U. ou, plus largement, le courant révolutionnaire en ont-ils eu l'initiative ? A quel stade, le cas échéant, s'est-elle placée ?

● **Au niveau de leur déroulement**. Dans les luttes dans les entreprises, quels ont été très concrètement les rapports partis-syndicats ? Dans les quartiers, les relations avec les organisations de masse ? Dans les luttes étudiantes, le rôle de l'U.N.E.F. ?

● **Au niveau des alliances**. Comment s'est faite la liaison avec nos camarades des autres groupes ? Quel rôle objectif ont eu les militants du P.C.F. ?

Seules les réponses à ces questions nous permettront, au Conseil national, de faire référence aux problèmes concrets auxquels les militants sont confrontés — autrement dit de bâtir nos raisonnements sur une pratique réelle.

Courant révolutionnaire et P.C.F.

Notre camarade Terray estimait la semaine dernière que pour le parti la question centrale, le choix fondamental, se situait entre vouloir être l'aile gauche d'un vaste rassemblement social-démocrate ou s'engager sérieusement dans la voie de la construction du parti révolutionnaire.

Nous pensons, nous aussi, que le choix doit être sans ambiguïté. A ceux qui nous diront : « la décision de construire le parti révolutionnaire fait partie de l'acquis : inutile d'y revenir » : nous répondons qu'il n'en est rien dans notre pratique récente.

Et cette pratique est confrontée à l'attitude du P.C.F.

Autrement dit, notre réflexion passe par l'analyse très concrète de la stratégie du P.C.F. et de sa traduction pratique. Or l'issue électorale est plus que jamais de mise (voir les dernières déclarations de Duclos et les décisions du Comité central) ; les luttes ne sont impulsées (ou récupérées) et conduites que dans ce seul but : s'emparer de l'appareil d'Etat tel qu'il est, et de ses rouages (conseils généraux, municipalités, conseils de gestion dans les facultés, etc.) pour les faire fonctionner au soi-disant profit de la classe ouvrière. L'attitude récente du P.C.F. prend alors tout son sens (Bourse du Travail, 1^{er} Mai, 10 Mai, discussions P.C.F.-P.S.U., etc.) : **jeter les bases d'une sorte de nouveau Front Populaire pour les prochaines échéances électorales...** Le P.S.U., parti de petits bourgeois et d'intellectuels devient intéressant : il faut donc le réintégrer dans le jeu classique, le couper des militants et des groupes révolutionnaires, qui, eux, sont les principaux ennemis (la loi anti-casseurs n'est pas nécessaire, la juridiction est suffisante, les casseurs sont derrière, les gauchistes-Marcelin, etc.), il faut se faire du P.S.U. un allié, même si, pour un temps encore, il peut se situer, au moins verbalement, à gauche du P.C.F.

Nous n'avons rien de commun avec cette stratégie et cette pratique électorales de prise du pouvoir d'Etat tel quel. L'Etat, ses différents rouages, sont en symbiose étroite avec le système capitaliste. **Il ne s'agit donc pas d'occuper cet appareil mais de le détruire ; faute**

de quoi, nous ne pourrions jamais édifier le socialisme. L'Université, par exemple, a un rôle essentiel dans la diffusion de l'idéologie bourgeoise. Se contenter de la réformer en y intégrant des fils d'ouvriers reviendrait à ne pas toucher à cet aspect essentiel du système (cf. l'histoire de l'U.R.S.S.).

Mais cela ne veut pas dire que nous ne devons jamais passer d'accords tactiques, de compromis avec les forces réformistes. De tels accords sont possibles et peuvent même être positifs dans certains cas (lutte contre la répression), mais à un certain nombre de conditions impératives. Conclure de faux compromis, sans pouvoir dire que ce sont des compromis, et en y abandonnant nos positions fondamentales, c'est accepter de n'être que la mouche du coche.

Finalement, à partir de cette analyse du P.C.F. et suivant que l'on en aura conclu qu'il est soit un allié, soit un adversaire (non un ennemi) de classe, nous avons à choisir entre deux options :

● **ou influencer sur le P.C.F. pour qu'il revienne sur des positions justes, en impulsant des actions de masse, ou en pesant sur celles qu'il engage ;**

● **ou contruire le parti révolutionnaire.**

Seule, pour nous, la deuxième est possible. Il faut que le Conseil national l'affirme très clairement et s'en donne les moyens. La refuser serait porter une lourde responsabilité dans les possibilités révolutionnaires. Bien sûr, cela exige de rejeter tout « unanimité de façade ».

On nous dira : ce que nous avons fait ces dernières semaines et dont Terray appelait les ambiguïtés a reçu l'accord des groupes. Encore faudrait-il dire lesquels. Mais même si c'était celui de tous, il ne justifierait pas pleinement notre attitude : en tout état de cause, les groupes ne verraient sans doute pas d'un mauvais œil un P.S.U. allié de gauche du P.C.F., mais bien disposé à leur égard.

Construire dès maintenant le parti révolutionnaire

La nécessité en est acquise. Reste à savoir comment. Bien évidemment par un processus dialectique actions de masse communes-débat, c'est-à-dire :

1. Impulser avec les autres forces du courant révolutionnaire des luttes de masse à la base, comme cela a été le cas, tout au moins par endroits, pour les actions sur les transports, l'armée, les travailleurs immigrés. Mais nous ne de-

Tribune libre

Conseil national

Juin 1970

vons pas en rester là : le front des entreprises doit être un lieu privilégié pour ce type d'actions.

2. Engager le débat, en fonction des pratiques militantes, avec les groupes et militants révolutionnaires sur :

— la manière de conduire les luttes actuellement ;

— la stratégie du parti révolutionnaire ;

— les formes d'organisation et de liaison aux masses.

Ce travail est déjà commencé, mais il importe de le systématiser, de l'étendre à tous les groupes, à tous les militants, y compris les inorganisés.

Kergoat a proposé d'engager un processus de fusion organisationnelle dès maintenant avec la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière, en fonction des convergences apparues avec eux dans les derniers mois.

Le malheur est que les convergences dont il nous parle ne recouvrent pas les clivages fondamentaux qui se posent aujourd'hui :

● avoir une attitude fermement critique vis-à-vis du P.C.F. tout en le contraignant à l'unité d'action quand cela est possible ne résoud pas le choix que nous exposons entre mouche du coche et construction du parti révolutionnaire.

D'autre part, le phénomène bureaucratique n'est pas un phénomène neutre.

● travailler aux côtés de militants révolutionnaires travaillant dans les organisations syndicales existantes ne répond pas au problème : que faire dans les syndicats, comment le faire, comment se posent les rapports partis révolutionnaires-syndicats.

● faire l'unité d'action avec les forces réformistes contre la répres-

sion ou sur les luttes anti-impérialistes sans dire quelles en sont les conditions ne résoud rien, etc.

Nous estimons que Kergoat veut résoudre les problèmes un peu trop vite : si des convergences ne sont pas apparues avec d'autres groupes (est-ce d'ailleurs certain ?), les avons-nous cherchées, leur avons-nous proposé des actions, provoqué avec eux un véritable débat ?

Dire que les « groupes maoïstes » sont stalinien (encore faudrait-il savoir ce que l'on entend par ce terme galvaudé) ou anti-autoritaires, accuser les « militants du P.S.U. proches de leurs thèses » de mener une campagne « anti-trotskyisme » est trop vite dit et conduit à bloquer le débat.

D'ailleurs Kergoat semble oublier que les différents groupes ne sont pas homogènes et que la lutte de classe — la ligne de partage entre réformistes et révolutionnaires passe à l'intérieur de chacun des groupes, comme à l'intérieur du P.S.U. bien sûr.

Les problèmes organisationnels doivent être posés, d'autant plus rapidement que la période historique exige d'avancer à pas de géants dans la construction du parti révolutionnaire : c'est tout le contraire de l'immobilisme.

Mais il faut d'abord que le P.S.U. prenne à ce Conseil national des options claires, que nous mettions tout en œuvre pour engager, impulser des luttes réelles avec tous les militants du courant révolutionnaire, sans exclusive, tout en menant le débat de fond.

S'engager dans cette voie est sans doute plus difficile que de s'allier dès maintenant avec la Ligue et L.O. Mais c'est permettre

que le parti révolutionnaire que nous voulons en soit véritablement un.

Les autres choix du Conseil national

Ils sont d'ailleurs à son ordre du jour et s'éclaircissent des prises de position préalables.

● **Le contrôle ouvrier** : Nous suivons notre camarade Terray pour souligner la nécessité urgente de lever les ambiguïtés qui ne manquent pas de subsister sur cet axe stratégique. La confrontation, à l'occasion de la Conférence nationale Entreprises et du Conseil, entre l'analyse théorique et la pratique de nos groupes d'entreprises, assumera cette tâche. Nous n'avons pas à maintenir un « unanimité de façade » sur cet aspect fondamental des luttes que nous avons à mener avec les autres militants du courant révolutionnaire.

● **La campagne « cadre de vie »** : La baptiser « seconde mâchoire de la tenaille » ne suffit pas à répondre aux questions sur lesquelles on a l'air de vouloir passer allègrement et qu'il faudra bien de nouveau poser au Conseil ;

— qui doit diriger les luttes dans les quartiers ?

— quelle doit être leur importance relative par rapport aux luttes sur le terrain de la production ?

— Quels sont très concrètement aujourd'hui les objectifs à mettre en avant qui permettent des luttes de l'ensemble du courant révolutionnaire ?

Le terrain de la production reste le terrain principal : c'est là où le capitalisme est vraiment en danger. Mais il est important aussi que des

luttes soient menées sur le cadre de vie : les camarades de Turin l'ont montré, mais en mettant clairement ces luttes sous la direction de la classe ouvrière. Or les structures du P.S.U. (sections locales) tendent à privilégier l'action sur les localités — sans pour autant déboucher sur des luttes réelles. Encore une ambiguïté à lever par le Conseil national.

● **Les municipales de mars 1971** : Le P.C.F. fait actuellement le forcing (dernier communiqué du comité central) nous poussant, commune après commune, à nous déterminer, bien sûr avant notre Conseil. Dès lors, si nous n'instaurons pas un large débat entre tous les militants, si le Conseil National ne prend pas une option claire, une option nationale, nous irons immanquablement vers des pratiques fondamentalement contradictoires.

Ce que nous avons dit sur notre attitude vis-à-vis du P.C.F. et du courant révolutionnaire s'applique parfaitement à ces élections :

— Dans la plupart des cas où nous sommes présents dans des municipalités à majorité réformiste, nous ne servons que de force d'appoint pour les élections et nous n'avons guère la possibilité d'une intervention autonome. Fondamentalement, il ne semble pas qu'il puisse en être autrement. C'est donc un type d'alliances à rejeter, sauf si d'ici-là apparaissait un élément nouveau.

— Le problème de la participation ou de la non-participation doit être résolu en fonction des luttes réelles que nous aurons pu impulser, dans les entreprises et les quartiers.

Apparaître à des municipales comme anti-électorales est im-

possible si nous n'avons pas les moyens d'explication. Et nous n'aurons pas de moyens d'explication si nous n'apparaissions pas d'ici-là en tant que militants révolutionnaires.

— La seule ligne politique que nous puissions défendre dans ces conditions consiste à **mettre les municipalités au service des luttes, de les transformer en foyers d'agitation permanents**, tout en dénonçant toutes les bonnes gestions classiques (y compris celles du P.C.F.). Dans ce but, l'alliance de tous les militants du courant révolutionnaire doit être systématiquement recherchée.

C'est sur ces bases qu'une alliance pourra être négociée avec le P.C.F. de toutes les forces socialistes et révolutionnaires. Le refus éventuel du P.C.F. devra alors être rendu public et la démonstration faite aux masses : **qui aura brisé l'unité révolutionnaire.**

— Dans ces conditions la ligne qui sera définie par le Conseil national devra être précise et chaque fédération devra être mandatée pour l'appliquer, **sous le contrôle de la D.P.N.**

*
**

Le Conseil National doit se fixer pour but de lever chacune de ces ambiguïtés. Ce ne sera pas suffisant pour que nous soyons armés pour les luttes futures. La lutte anti-impérialiste, objet du Conseil National suivant, et l'adéquation de nos structures à notre stratégie sont aussi deux domaines où ne manqueront pas les ambiguïtés à lever.

Mais un pas en avant, important, peut être fait dès ce Conseil national. A tous les militants du Parti d'en prendre conscience.

Le P.S.U. et la construction du parti révolutionnaire

Jean Rous (Hauts-de-Seine)

Si en 1936, 1944, 1968, le mouvement révolutionnaire des masses ne s'est pas traduit en France par la révolution c'est pour une grande part, du moins, parce qu'il n'y avait pas une organisation révolutionnaire, c'est-à-dire une direction capable de montrer l'issue socialiste et d'aider le mouvement populaire à transformer la virtualité en réalité. Cette vérité devenue banale n'est contestée à gauche que par les sociaux-démocrates traditionnels ou les anarchistes de stricte obédience, pour des raisons d'ailleurs différentes. C'est pourquoi depuis plus de trente ans de nombreux groupes révolutionnaires notamment les socialistes de gauche, les trotskystes, ont posé le problème de la construction d'un parti révolutionnaire de type nouveau

au-delà de la social-démocratie ou du stalinisme. Aucun n'a réussi à l'état pur à construire une organisation de masse. Mais on a en même temps constaté certains phénomènes de renouveau du communisme, comme l'expérience yougoslave, partiellement l'expérience italienne et certaines expériences révolutionnaires du tiers monde (Vietnam, Cuba, Chine) dont les enseignements sont très actuels, sans pouvoir être transposés mécaniquement dans les situations occidentales. En France, le P.S.U. est parvenu à condenser dans ses thèses de Dijon, les acquisitions théoriques de principe de ces multiples efforts de plusieurs décennies pour dépasser la social-démocratie et le stalinisme. Mais ces thèses demeurent des thèses.

Pour qu'elles se traduisent dans la pratique vivante du parti il faut que ce dernier ait une stratégie adéquate.

Le P.S.U. après dix ans d'existence est resté à mi-chemin entre le groupe de propagande et un parti de masse. Il ne faudrait pas, comme disait à peu près notre ancien secrétaire national, Edouard Depreux, qu'il demeure toute sa vie un parti intéressant et prometteur, ayant tous les dix ans quelque quinze mille adhérents, qui ne seront pas dans l'essentiel, les mêmes. Un peu comme ces arbres japonais qui sont fort beaux, mais ne grandissent jamais. Pour éviter ce danger les principes justes ne suffisent pas, seule la solution adéquate du problème stratégique, tactique et du système d'orga-

nisation est susceptible de donner au P.S.U. une pleine capacité de développement ou d'en faire le centre d'un regroupement élargi. Outre les difficultés résultant des forces extérieures, la difficulté intérieure à laquelle le P.S.U. a eu à faire face a été d'équilibrer en son sein des forces, des tendances diverses dont certaines sont venues de la social-démocratie (auxquelles il doit ses premières implantations de masse), d'autres du trotskysme ou du communisme stalinien, d'autres enfin, des groupements chrétiens de gauche. Cet équilibre est toujours en question. Si je prends par exemple le cas d'une section que j'ai bien connue il y a dix ans, c'est un fait que les trois quarts de ses militants venus de la social-démocratie,

l'ont quittée. Est-ce un bien ? N'existe-t-il pas dans tous les partis qui se veulent révolutionnaires des militants que l'on qualifie de réformistes parce que tout en étant sincèrement socialistes, ils sont plus axés vers certaines activités locales électorales et syndicales ? Pourquoi n'a-t-on pas su en conserver une substantielle proportion ? N'est-ce pas un échec ?

Le problème ainsi posé n'est pas nouveau. Certains d'entre nous se souviennent du précédent du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (P.S.O.P.) qui avait lui aussi une dizaine de milliers d'adhérents et représentait en partie l'acquis de juin 1936. Le P.S.O.P. venait en majorité de la social-démocratie. Une fraction importante des trotskystes l'avait rejoint. Cette expérience originale s'est trouvée broyée par la guerre, qui a d'ailleurs posé des problèmes nouveaux. Mais il n'est pas sans intérêt de relire la controverse, parfois très vive, entre Léon Trotsky et Marceau Pivert concernant les rapports des socialistes de gauche et des trotskystes dans une même organisation. Marceau Pivert opposait déjà le trotskysme de 1904 (celui de « Nos tâches politiques ») au trotskysme de 1938. Trotsky répondait : « Toute mon expérience ultérieure m'a prouvé que dans cette question Lénine avait raison contre moi et contre Rosa Luxemburg. » Pivert écrivait : « A la conception d'un parti-chef, sorte d'état-major centralisé qui prépare dans le secret des conspirations l'action dite révolutionnaire, nous préférons la conception du parti largement ouvert sur le mouvement réel des masses et ménageant à l'avant-garde révolutionnaire toutes les possibilités de contact direct avec toutes les couches les plus larges du prolétariat ouvrier et paysan. » En réplique, Trotsky reprochait à Pivert de se cantonner « dans des abstractions et dans de nébuleuses circonlocutions. » « De quelles conspirations secrètes s'agit-il, n'est-ce pas de la préparation de l'insurrection d'Octobre ? »

Cette discussion fut sans issue si ce n'est en fin de compte l'exclusion de quelques trotskystes. Bien entendu les trotskystes se trouvaient dans cette affaire les plus vulnérables car ils ne cachaient pas leur dessein. Toutefois, quand on considère aujourd'hui ces conflits avec trente ans de recul on est amené à des constatations d'ailleurs apparemment contradictoires. D'une part certaines critiques de Marceau Pivert contre le sectarisme et l'ultimatum des trotskystes n'étaient pas sans fondement. D'autre part, on s'aperçoit qu'en dépit de ton impérieux de sa polémique, Trotsky avait accompli un certain nombre de pas positifs qui étaient de nature à faciliter la création d'un parti révolutionnaire composé de tendances diverses. En premier lieu, bien qu'il ait été au début, d'un avis contraire, Trotsky en approuvant finalement l'entrée des trotskystes dans le P.S.O.P. se prononçait pour l'intégration de son capital politique dans un mouvement plus large tandis que par ailleurs il avait déjà proclamé l'existence de la IV^e Internationale. A la même époque, dans « la Révolution trahie », il admettait implicitement que l'interdiction des fractions et l'institutionnalisation du parti unique avaient été en U.R.S.S. des erreurs, par quoi on avait fait de nécessité vertu.

On ne peut sans doute assurer aujourd'hui que le serait la position de Trotsky, plus de trente ans après la proclamation de la IV^e Internationale. Il avait prévu que la révolution sortirait

de la guerre. Mais les révolutions qui se sont produites n'entraient pas dans les schémas qu'il avait établis. Toutefois les réquisitoires contre le stalinisme les leçons de la révolution russe, les principes de la révolution permanente dans les pays semi-coloniaux, comme la Chine, tout cela s'est avéré quasi prophétique et en partie grâce au mouvement de Mai les œuvres de Trotsky connaissent aujourd'hui une grande faveur. Elles ne sont point pour autant un catéchisme, une sorte de petit « livre rouge » et elles laissent sans solution le problème toujours actuel de la construction d'un parti révolutionnaire de masse.

Sans doute, le mérite historique du bolchevisme a été en particulier de substituer un parti de lutte et de travail apte à réaliser la révolution, à un parti de discussion et d'activité électoralistes. Cela est en soi un acquis de principe bien qu'il s'agisse du système d'organisation. Cependant, dans les pays de tradition démocratique, où nous vivons, en occident capitaliste, on ne saurait sans danger pour la vie démocratique et révolutionnaire du parti transposer mécaniquement certaines méthodes de lutte qui ont été rendues nécessaires par l'action dans la clandestinité contre l'oppression tsariste ou qui ont été imposées par la guerre civile. Dans la proportion du centralisme et de la démocratie dans les pays de tradition démocratique, la part de la démocratie sera plus importante que celle de la centralisation qui demeure cependant nécessaire pour l'action.

Si l'on accepte cette conclusion on devra éviter de se laisser enfermer dans certains schémas et dans certaines formules en ce qui concerne l'élaboration de la stratégie et de la tactique. On a parfois tendance à condamner le réformisme par une sorte d'entraînement sans toujours définir ce que l'on entend par là. D'autres, à l'inverse, condamnent le gauchisme sans le définir plus exactement. Le réformisme, tel du moins qu'il résulte de l'expérience de la social-démocratie, demeure toujours une conception et une pratique qui consistent à renvoyer aux calendes grecques la révolution socialiste devenue pourtant la nécessité immédiate de notre époque, en lui préférant un ensemble d'aménagements partiels et structurels dans le cadre du régime capitaliste. Le gauchisme est la déformation sectaire et schématique de principes révolutionnaires en soi parfaitement justes ; il est le refus de partir du réel pour le transformer et la tendance à se livrer à une sorte de forcing pour imposer coûte que coûte ses schémas à la réalité.

Si l'en est bien ainsi, on ne saurait persister à refuser d'envisager l'unité socialiste et révolutionnaire avec certaines tendances qui sont d'accord sur les principes de la révolution socialiste, sous prétexte qu'on peut diverger d'appréciation avec elle sur l'utilisation de certaines méthodes. D'ailleurs, il est démontré qu'à force d'appliquer l'épithète de réformiste sans en préciser le contenu on est allé jusqu'à qualifier de « réformistes » certains groupes trotskystes avec lesquels on n'était pas d'accord dans la tactique, alors qu'ils avaient la même doctrine et les mêmes programmes que les autres. Si dans des conditions qui imposent une action pour les réformes étroitement liées sans doute à la perspective révolutionnaire, on sous-estime ou on abandonne à d'autres cette action pour les réformes, alors on s'expose au risque, à juste titre évoqué dans le rapport, de « luttes d'envergure animées par le courant réformiste ».

La suggestion fraternelle qui est faite à l'U.N.E.F. d'avoir à reconsidérer sa stratégie et sa tactique est d'autant plus opportune que c'est grâce aux militants de notre courant que l'U.N.E.F. était devenue, il y a une dizaine d'années, une organisation de masse. Un ressaisissement est possible pour l'empêcher de tomber sous le contrôle stalinien comme cela a été malheureusement le cas pour le S.N.E.Sup. Il faudrait que l'U.N.E.F. reconsidère son programme fondamental et l'axe sur des mots d'ordres qui, au plan universitaire, seraient l'équivalent de ce qu'est le contrôle ouvrier pour les entreprises liant les revendications immédiates à la perspective socialiste.

Il n'est pas sûr non plus qu'il soit très juste de qualifier en bloc le parti communiste actuel de réformiste alors que sa base est objectivement révolutionnaire et contient bien souvent les meilleurs éléments pour la construction du parti communiste de l'avenir. En réalité le parti communiste demeure par son appareil un parti fondamentalement stalinien quoique d'un stalinisme amoitié et atténué. C'est pourquoi il faut trouver une formule qui consiste à combiner l'indispensable unité d'action avec un comportement de nature à faciliter le processus de déstalinisation. Hâter ce processus est plus important pour la préparation du parti révolutionnaire que la condamnation abstraite comme réformiste du P.C. actuel. Faut-il privilégier d'une manière absolue la recherche de l'unité avec les groupements révolutionnaires ou adopter une stratégie tous azimuts ? Cela est un problème de possibilités concrètes et d'expérience et là non plus on ne saurait se laisser enfermer dans des schémas à priori. Le capital théorique et politique accumulé par le « trotskysme » depuis quarante ans représente un très précieux enrichissement pour le parti révolutionnaire de l'avenir à la condition de s'intégrer et de se fondre avec des apports plus nouveaux ou d'une nature différente. Pour que cette fusion s'opère le passé a démontré que les recettes statutaires ou les commandements de type moral ne suffisent pas. Ce qui est important c'est un accord fondamental sur la doctrine, le programme, le système d'organisation du parti. Seul cet accord put empêcher les fractions de devenir des partis dans le parti et peut les obliger à se soumettre volontairement au parti commun, le considérant comme un ensemble à servir avec discipline et non un terrain de manœuvre et d'expérience.

Bien que le P.S.U. et les trotskystes aient à juste titre condamné l'ultra-gauchisme de certains groupes maoïstes, tout en les défendant comme il convient contre la répression, il semble qu'il faudrait également associer les maoïstes à la discussion pour l'unité socialiste et révolutionnaire. Leur comportement est sans doute différent de celui des trotskystes, qui sont plus proches de nous, dans les principes généraux. Mais il semble qu'il faudrait engager tout d'abord avec eux une franche et publique discussion sur les leçons du stalinisme comme première phase. Puis on pourrait aborder le problème de la violence révolutionnaire et comparer en particulier les thèses de Engels dans « le rôle de la violence dans l'histoire » avec certains mythes soréliens qui paraissent connaître un regain de faveur. En tout état de cause, au-delà des vicissitudes des groupes maoïstes, et en raison de l'expérience à longue portée de la révolution culturelle et du rôle révolutionnaire de la Chine communiste dans le tiers monde et dans le

Tribune libre

Conseil
national

Juin
1970

monde, il serait important que le P.S.U. puisse entretenir des rapports réguliers avec le Parti communiste chinois.

Dans la stratégie pour la construction du parti révolutionnaire et socialiste de notre temps, le dernier congrès de la C.F.D.T. a montré que cette organisation pouvait être d'un appui très précieux.

Tout en demeurant un syndicat, la C.F.D.T. a choisi clairement la perspective socialiste autogestionnaire. J'ai lu qu'on lui reprochait d'avoir commis quelques erreurs. Heureusement si l'on peut dire, en admettant d'ailleurs que ce soient des erreurs, cela prouve qu'elle est devenue une organisation de masse qui est parfois contrainte, pour s'accrocher au terrain, au lieu de l'abandonner à l'adversaire, de pratiquer certains compromis.

Pour l'heure, la C.F.D.T. paraît avoir réussi à réaliser cet équilibre en question entre les tendances que l'on qualifie un peu trop facilement de réformistes, et d'autres tendances que l'on qualifie non moins schématiquement de gauchistes. De ce point de vue une étroite coopération avec elle nous intéresse, tout en agissant de telle sorte que chacun demeure sur le plan qui lui est propre. Le syndicalisme à perspective socialiste a besoin d'un correspondant politique et vice versa. Le P.S.U., comme le montre bien le rapport au Conseil national, ne s'auto-proclame pas ce seul correspondant qualifié. Mais il représente avec son programme et ses militants, un premier acquis positif pour construire ce parti socialiste et révolutionnaire. On ne peut que souhaiter que les résultats du Conseil national constituent un nouveau pas en avant dans cette voie. □

● La tribune de Jean Rous a dû, en fonction de son volume, être raccourcie sous la responsabilité de la Direction du Journal.



Agip



A.F.P.



A.D.N.P.

Luttes internationales

Situation du prolétariat américain

Henri Beley

Au cours des récentes manifestations américaines contre la politique d'agression de Nixon, le prolétariat américain semblait briller par son absence. Pire : on a vu des ouvriers du bâtiment se battre, à Wall Street, contre des étudiants anti-impérialistes et, quelques jours plus tard, défilier en tenue de travail et se mêlant aux pires réactionnaires, pour manifester leur opposition aux pacifistes ! Lorsqu'on connaît le soutien constant et inconditionnel que la grande centrale syndicale A.F.L.-C.I.O. n'a cessé d'apporter à la Maison-Blanche, et lorsqu'on sait d'autre part que, parmi les partisans de la paix au Vietnam, figure notamment... Wall Street, on se trouve devant une situation violemment paradoxale.

La guerre : seul facteur de plein emploi

La réalité, on s'en doute, est moins simple que les apparences ne le laissent supposer.

Il faut d'abord préciser que ces ouvriers du bâtiment font partie de l'aristocratie ouvrière. Leur syndicat figure parmi les plus réactionnaires et nombreux parmi eux sont ceux qui touchent plus de 15 dollars pour 3 heures de travail (82,50 F). Quand on compare ce salaire à celui de millions d'ouvriers et employés noirs qui doivent travailler 60 heures pour cette même somme, on aura une idée de l'éventail des salaires américains.

En second lieu, une manifestation d'ouvriers et de syndicalistes pacifistes a répondu, dès le lendemain, à New York (et avec autant d'ampleur) à la manifestation belliciste des ouvriers du bâtiment.

Il ne faut donc pas exagérer l'importance du soutien que les bureaucraties syndicales accordent à la politique belliciste de leur gouvernement. Non seulement ce soutien ne reflète aujourd'hui que le sentiment d'une fraction de la classe ouvrière, mais même parmi les bureaucrates, des divergences existent sur ce plan. Si George Meany, président de l'A.F.L.-C.I.O., est en effet un ultra-belliciste à tous crins, Walter Reuther — ex-vice-président de cette Centrale et président de la Fédération des travailleurs de l'automobile (U.A.W.) (mort tout récemment dans un accident d'avion) — était loin de le suivre dans cette voie. Comme les banquiers de Wall Street, Reuther se faisait une idée plus subtile de la « lutte contre le communisme ». Dès mai 1966, il préconisait la désescalade et,

le 25 mars 1967, Emil Macey (bras droit de Reuther et trésorier de l'U.A.W.) stigmatisait Johnson au cours d'un meeting pacifiste.

Enfin — pour rester dans le domaine de la bureaucratie ouvrière — une fraction croissante, de syndicats condamnant aujourd'hui la guerre du Vietnam, car elle a pour défaut non négligeable... de faire baisser le pouvoir d'achat.

Cela dit, le fond du problème n'est pas là. L'attitude du prolétariat U.S. devant la guerre du Vietnam ne se mesure pas aux opinions divergentes de ses leaders syndicaux. Elle fait partie d'un comportement plus global, déterminé principalement par trois facteurs : l'actuelle réalité économique et sociale ; l'histoire du mouvement ouvrier américain ; l'idéologie dominante (ou « américanisme »). Ainsi, sans quitter le chapitre de la guerre du Vietnam, la raison principale qui conduit de nombreux ouvriers à adopter, face à la politique extérieure de Washington, une attitude généralement « neutre », tient en peu de mots : la guerre du Vietnam a résorbé une bonne partie du chômage. 25 % du produit national brut est lié à l'industrie de guerre, de sorte qu'une grande fraction de la classe ouvrière considère la guerre comme facteur de plein emploi (ainsi, en Californie, 55 % des emplois sont liés à la guerre).

Mais si la puissance croissante du « complexe industrie-armée » est un facteur très important (qui détermine manifestement la politique de la Maison-Blanche) il n'explique pas la crise profonde du mouvement ouvrier U.S. Pour comprendre celle-ci, il faut remonter à 1955, date fondamentale, puisqu'elle marque le début de l'automatisation, c'est-à-dire du bouleversement le plus radical du mode de production depuis le développement des chaînes de montage au cours des années 1920-1930.

L'automatisation et ses conséquences

La conséquence immédiate du développement de l'automatisation a été le déclin numérique croissant des ouvriers de production. Déjà en 1964, sur 68 millions de salariés américains, on ne comptait plus que 12 millions d'ouvriers de production dont 4 millions de Noirs.

Première conséquence du déclin numérique du prolétariat d'industrie : le chômage et les reclassements. L'exemple donné par James Boggs (1) est significatif : sur 1.800 ouvriers de l'ancienne usine

Chrysler-Jefferson, la nouvelle usine de Trenton (Michigan) n'en emploie plus que 600. Cette diminution spectaculaire allait vite frapper toutes les industries : caoutchouc, verre, construction mécanique, industrie chimique, sidérurgie, automobile, etc. De plus, ce mouvement s'accompagna de nouvelles normes de travail, beaucoup plus strictes, tandis que les ouvriers travaillant dans les anciennes usines se voyaient contraints de produire davantage avec l'ancien outillage. Sans compter les employés de bureau et des services comptables, qui sont également frappés par les progrès de l'informatique.

Les ouvriers réagirent par des centaines de grèves sauvages (703 en 3 ans chez Chrysler) qui furent durement réprimées par l'action conjointe du patronat et des syndicats.

Combativité du prolétariat et trahison des syndicats

C'est ici qu'il faut souligner que le mouvement ouvrier américain, loin d'être « collaborationniste » comme sa neutralité politique le laisse penser, est capable d'une remarquable combativité. Toute son histoire est jalonnée de combats extrêmement violents et de répressions féroces : assassinats, charges de police, massacres à la mitrailleuse, tout a été bon, du milieu du XIX^e siècle jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, pour briser la révolte ouvrière (ex. : en 1943, la police charge et tue 35 ouvriers noirs au cours d'une manifestation syndicale).

Cette révolte continue du prolétariat est liée au développement de l'infrastructure économique. Ainsi, les années 1920-1930, puis les années 1941-1945 virent (à cause de la mécanisation de l'agriculture, dans le premier cas, et du manque de main-d'œuvre dans le second) un afflux massif des campagnes vers les villes, une embuche massive de Noirs, de femmes, et aussi d'intellectuels révolutionnaires dont l'action allait faire du syndicat C.I.O. l'instrument privilégié de la lutte de classes entre 1935 et 1945 (ex. : en 1943 et 1944, on enregistra plus de 8.700 grèves sauvages, auxquelles participèrent 4 millions d'ouvriers).

C'est au cours de cette période que le mouvement ouvrier parvint à imposer au patronat le contrôle de la production. Les motifs essentiels des grèves n'étaient pas les salaires, mais la liberté dans l'entreprise et les normes de travail. Il a fallu attendre

la fin de la guerre pour que patronat et syndicats récupèrent progressivement tous les avantages obtenus, déplacent le terrain de la lutte sur le plan économique, éliminent les dirigeants révolutionnaires, enchaînent enfin les ouvriers à leur entreprise par l'instauration de régimes de retraite et de congés payés. 1958 marque la fin de toute une longue période de lutte : désormais, patronat et syndicats marcheront la main dans la main pour la survie du système. Tandis que le patronat accepte de freiner le processus d'automatisation et de n'éliminer que (!) 200.000 travailleurs par an, les syndicats se déchargent de tout contrôle politique du travail, laissant au patronat toute liberté pour la poursuite de ses objectifs. Tandis que le patronat accepte dans certains cas une réduction d'horaires et de fortes augmentations de salaires, les syndicats se chargent de leur côté de pratiquer la division entre l'aristocratie ouvrière et le reste du prolétariat (notamment les chômeurs), allant jusqu'à accepter le principe des heures supplémentaires, alors que le chômage sévit !

La guerre du Vietnam a permis de résorber une partie du chômage. On comprend que l'A.F.L.-C.I.O. redoute qu'elle se termine. Le patronat est moins craintif sur ce point : ce n'est pas lui, en effet, mais le contribuable américain, c'est-à-dire les travailleurs eux-mêmes, qui payent pour ceux dont le système ne veut plus et qu'il faut bien nourrir. Selon Reuther, 200.000 ouvriers suffiraient à faire tourner l'industrie automobile si le processus de l'automatisation avait été mené à son terme logique (alors que son freinage permet encore d'employer 1.200.000 ouvriers...).

Ici éclatent les contradictions fondamentales du capitalisme, son incapacité à résoudre les problèmes d'une technologie parvenue à un si haut degré de développement. Déjà certains syndicats en rupture de ban (dans l'électricité et les transports urbains new-yorkais) se battent pour la semaine de 30 à 35 heures... Il est vrai qu'un tel développement des U.S.A. s'est fait aux dépens de nombreux autres pays. C'est ce que les Noirs américains — qui constituent une forte proportion du prolétariat d'usine et des chômeurs — commencent à comprendre. On voit par là que leur combat est loin d'être marginal... □

(1) James Boggs & Robert Williams, « La Révolution aux Etats-Unis ? », Maspero, Cahiers Libres n° 83, 1966.

militante

Week-end

"cadre de vie"

Organisé par la Commission nationale d'action locale, municipale et régionale.

Le thème retenu est celui qui est abordé à la fin du rapport du Conseil national concernant la campagne « cadre de vie », à savoir une réflexion sur les structures d'animation à la base de la campagne (rapports entre les organisations existantes, création d'associations nouvelles).

— Le samedi 13 juin sera consacré à des exposés des expériences de plusieurs de nos équipes militantes.

— Le dimanche 14 juin, à une réflexion collective sur les leçons à tirer de ces expériences.

Ce week-end aura lieu à Orléans (début : samedi, à 9 h 30 ; fin : dimanche, à 17 h 30).

Inscriptions urgentes à adresser à : Jean Reynaud, 7, allée André-Gide, 45-Orléans, La Source, qui enverra les détails pratiques.

Assistants sociaux

La réunion prévue pour les A.S. (assistants sociaux) P.S.U. de la région parisienne le 20 juin, 14 h 30, 81, rue Maderoyelle, se tiendra en réalité le samedi 13 juin, à 14 h 30, 25, rue du Moulinet, Paris-13^e. Métro Tolbiac.

Meeting

La section P.S.U. de Levallois organise avec les représentants locaux de la C.F.D.T., du S.N.E.S., du M.D.P.C.-M.C.A.A., et de Lutte ouvrière, un meeting-débat contre la répression, contre la loi scélérate, vendredi 5 juin, à 20 h 30, au Palais des Sports de Levallois.



Un secteur qui s'organise

Lucien Saintonge

Colombes, 30 et 31 mai ; dans une salle austère, sous une banderole qui proclame « Imposons le contrôle ouvrier », plus de deux cents militants sont au travail. Il fait beau et chaud dehors, la finale de la Coupe de France de football se joue, pas loin, le dimanche après-midi. Mais rien n'entravera l'ardeur à la discussion des délégués de la II^e Conférence nationale des sections et groupes d'entreprise du P.S.U.

Les délégués

Qui sont ces délégués ? Presque tous des hommes. Cela semble d'ailleurs une caractéristique de la très grande majorité des groupes d'entreprise du parti : à de rares et notables exceptions près (Chèques postaux, par exemple), l'élément féminin est rare. Deuxième caractéristique qui saute aux yeux : l'âge moyen des participants est jeune, autour de 30 ans, sans doute ; malgré la présence de quelques camarades déjà aguerris, de très nombreux délégués ont moins de trente ans.

Ces militants ont en général une qualification moyenne assez élevée (techniciens, OHQ). Les ouvriers, à proprement parler, sont assez bien représentés dans quelques sections, mais pratiquement absents dans d'autres : la commission « électronique », le samedi après-midi, réunissait vingt camarades, parmi lesquels un seul ouvrier ; mais la proportion était fort différente dans la commission « métallurgie ».

Sur le plan géographique, de nombreuses régions de France étaient représentées à la conférence, mais manquaient encore à l'appel des représentants de certaines fédérations ouvrières non négligeables du parti (Moselle, Pas-de-Calais, par exemple). Donc, de nombreux motifs de satisfaction, mais l'impression aussi qu'un effort reste à faire pour que la prochaine réunion de ce type soit encore plus équilibrée et représentative.

Information et élaboration

La conférence s'est ouverte le samedi par des interventions en séance plénière de délégués, à partir des « enquêtes des groupes et des sections », qui devaient montrer comment jusqu'ici s'était traduit dans la pratique le mot d'ordre de contrôle ou-

vrier. Intéressante, passionnante souvent, la suite de ces exposés donnait à la conférence une allure peu habituelle aux débats nationaux du parti.

Faite surtout de récits descriptifs de luttes (Merlin-Gerin, International Harvester, Berliet, Coder...), la séance faisait penser plutôt dans son apparence extérieure à un congrès de la C.G.T. qu'à un congrès du P.S.U. Les camarades, s'ils n'ont pas à ce moment fait progresser la réflexion sur les rapports entre militants politiques et sections syndicales, ont permis que tous les présents s'informent les uns les autres sur la réalité concrète de leur pratique militante, qui revêt des formes souvent très diversifiées selon le type d'entreprise où sont menées les luttes.

Cet apport d'informations mutuelles, d'échanges de renseignements précis et concrets sur la réalité du travail politique du P.S.U. dans les entreprises a d'ailleurs constitué également l'un des centres d'intérêt principaux des réunions de commissions. Dans les commissions, les délégués se retrouvaient par branches — S.N.C.F., P.T.T., Chimie, Métallurgie, Electronique, Santé, Fonction publique, Automobile, R.A.T.P., etc. — pour confronter leurs expériences, cerner la politique patronale de la branche et tenter de trouver les meilleurs moyens de riposte à lui opposer, enfin donner un contenu plus précis au concept de contrôle ouvrier.

Sur tous ces points, la conférence nationale a permis une progression notable de la réflexion du parti. Outre les deux textes — que nous publions ici — sur le contrôle ouvrier et la plate-forme politique de lutte, la conférence a en effet adopté des textes particuliers à chaque branche, dont les militants auront connaissance par ailleurs (notamment par le *Courrier des entreprises*). Tout au plus pourrait-on regretter qu'il n'y ait guère d'échanges suffisants entre branches, et que l'assemblée plénière ait adopté tous les textes, sans que participent à la discussion sur chaque branche d'autres délégués que ceux qui étaient directement concernés.

Des problèmes en suspens

Au-delà de cet apport indiscutable de la conférence nationale, il semble aussi que celle-ci ait posé certains pro-

blèmes fondamentaux sans être arrivée encore à dégager des solutions possibles. Sans avoir le temps ici de s'y attarder, on peut citer trois d'entre eux :

- Le problème de la stratégie de branche. Autrement dit : comment avoir une stratégie de branche qui reste une stratégie de classe ?

- Le lien entre le mot d'ordre général de « contrôle ouvrier » et le type de luttes concrètes à mener dans les entreprises. Dans sa conclusion à la conférence, Michel Rocard a bien souligné qu'il s'agissait d'imposer et non de négocier le contrôle ouvrier, répondant aux délégués qui semblaient avoir des doutes sur la vigueur du mot d'ordre. Il a rappelé la condamnation de la stratégie dite des « pouvoirs partiels ». Mais il a montré aussi combien l'adoption d'un tel thème devait s'accompagner d'une stratégie sans cesse offensive : le contrôle ouvrier n'est pas gestionnaire, son objectif est de faire vivre la démocratie prolétarienne de masse ; il ne peut se satisfaire seulement de traductions institutionnelles (l'assemblée générale des travailleurs en lutte), il doit se traduire par des objectifs successifs correspondant à la prise de conscience des travailleurs. Un contrôle sur les cadences peut vite devenir caduc, les patrons le récupérant par un changement des machines. Il y a à tout moment un risque d'intégration ; « notre ennemi de classe, notait Rocard, se renouvelle encore plus vite en ce moment que le mouvement ouvrier », par conséquent « il n'y a de victoire que par l'offensive, il faut élargir constamment le front des luttes ».

- Le problème le plus délicat apparu à travers les débats reste celui du rapport militants révolutionnaires - action syndicale. Si un grand nombre de camarades sont des militants syndicaux, et souhaitent continuer à se battre au sein des organisations syndicales, d'autres, surtout parmi les jeunes, et qui sont plus fréquemment intervenus à la tribune, ont été d'une extrême virulence à l'égard de l'action syndicale, souvent considérée

tout au plus comme donnant des facilités plus grandes de travail (heures de délégués) et une protection juridique relative — et des batailles revendicatives. On peut se demander à ce niveau s'il n'y a pas un certain risque à se laisser aller ainsi à un défaitisme vis-à-vis d'un mouvement syndical dont Rocard a rappelé qu'il constituait « l'instrument de puissance collective de la classe ouvrière organisée. » Les luttes syndicales concrètes sont-elles donc à dédaigner par le militant révolutionnaire ? Marx avait-il donc tort lorsqu'il écrivait (1) : « Est-ce à dire que la classe ouvrière doit renoncer à sa résistance contre les empiétements du capital et abandonner ses efforts pour arracher dans les occasions qui se présentent tout ce qui peut apporter quelque amélioration à sa situation ? Si elle le faisait, elle se ravalerait à n'être plus qu'une masse informe, écrasée, d'être faméliques pour lesquels il ne serait plus de salut. Je pense avoir montré que ses luttes pour des salaires normaux sont des incidents inséparables du système de salariat dans son ensemble, que, dans 99 cas sur 100, ses efforts pour relever les salaires ne sont que des tentatives pour maintenir la valeur donnée au travail, et que la nécessité d'en disputer le prix avec le capitaliste est en connexion avec la condition qui l'oblige à se vendre elle-même comme une marchandise. Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure. » Il est vrai que le problème n'est pas simple, il est non moins vrai que la discussion sur ce point est à reprendre et à poursuivre.

Au reste, sur ce problème comme sur les autres, la conférence nationale ne prétendait pas apporter une conclusion puisque, comme cela a été dit à la tribune, la conclusion, elle est dans les entreprises et dans les luttes qui y seront menées. □

(1) « Salaire, prix et profit » (pp. 109-110) aux Ed. Sociales.

Résolution sur le contrôle ouvrier

Parce que nous sommes dans la période historique où la concentration industrielle et financière s'accélère et où les monopoles se constituent ;

Parce que la concurrence interimpérialiste est dans une phase aiguë et que le progrès technique ne suffit pas à permettre des profits rapides pour investir ;

Il ne reste au capitalisme pour survivre qu'un seul choix, qu'il s'agisse d'une grande entreprise en voie d'atteindre le stade du monopole, d'une petite ou moyenne usine, c'est renforcer l'organisation capitaliste du travail par la rationalisation ; et surtout l'augmentation des cadences et la liquidation systématique des parties rentables du secteur public. L'organisation capitaliste du travail dans la phase actuelle est donc la cible principale pour les luttes ouvrières. Mais c'est à chaque section ou groupe d'entreprise de faire l'analyse de classe de son entreprise et à fixer les aspects principaux du mécanisme d'exploitation dans le lieu de travail.

II

Face à cette situation les travailleurs ont trouvé des formes de lutte permettant d'attaquer l'organisation patronale du travail.

L'assemblée du personnel en lutte correspond à la situation, elle est ce premier objectif quel que soit le point de départ et la situation dans l'entreprise. Ce rassemblement de travailleurs doit évoluer vers une

assemblée où se prennent les décisions, où le débat est largement ouvert, où les militants syndicaux viennent faire leurs propositions et les militants politiques leur travail d'explication et apporter des objectifs et des formes de lutte.

Cette assemblée peut se faire à différents niveaux (ateliers, unité de production, etc.) ; elle peut aussi être l'endroit où s'élisent les délégués ouvriers révocables par elles (ex. : C.S.F., C.E.A. Marcoule).

Ces assemblées ont aussi évolué dans le combat vers des formes permanentes ; conseils de travailleurs, conseil de base (Rhône Poulenc I.F.P.).

Aujourd'hui le mot d'ordre pour les militants d'entreprise est : Toute action dans l'entreprise doit déclencher l'assemblée du personnel, toute assemblée du personnel doit prendre les décisions elle-même.

C'est aujourd'hui dans notre contexte la forme concrète de la démocratie prolétarienne de masse.

III

Quand les assemblées se réunissent et délibèrent nous avons à proposer aux travailleurs des objectifs à la hauteur de leur combativité, et de leur volonté de lutte offensive surtout depuis mai 1968.

La lutte revendicative traditionnelle ne leur suffit pas. En fonction des situations précises, et des expériences effectivement menées par des travailleurs depuis 1968, les prises de contrôle ont porté sur :

- Les cadences de travail (Les dockers du Havre).
- Les horaires hebdomadaires (usine plastique Marseille).
- Les mutations (C.S.F.).
- Les grilles de salaires (Renault).
- Répartition des primes (C.E.A. Marcoule).
- La distribution administrative des soins (Hôpital Créteil).
- Les conditions d'hygiène et de sécurité (Grenoble).

Chacune de ces prises de contrôle s'est donc effectuée sur un point précis toujours de façon collective et unilatérale, c'est-à-dire en dehors de toutes négociations et de toute légalité dans l'entreprise ; l'état de fait a toujours déclenché une réaction violente du patronat, qui ne peut pas supporter l'attaque contre son organisation et sa légalité.

Deux débouchés ont existé dans les faits :

● **Le débouché syndical** : A partir de la situation créée les syndicats négocient avec la direction et reviennent vers l'assemblée des travailleurs avec des propositions de compromis. En fonction des résultats, les travailleurs décident ou pas de lâcher prise.

● **Le lock-out** et autres formes de violence patronale. Dans ce cas la riposte ne peut être que globale et dépasse donc la prise de contrôle localisée qui en a été la cause.

Dans tous ces cas, le contrôle ouvrier est sur un aspect précis de l'organisation patronale dans l'entreprise, il est transitoire et il constitue un moyen de pression, mais aussi l'apprentissage des décisions unilatérales et des obstacles violents qu'elle rencontre. Cet apprentissage est un outil considérable pour élever la conscience politique des travailleurs.

IV

Dans certaines entreprises de la métallurgie, la prise de contrôle est devenue un objectif de lutte. C'est-à-dire que les travailleurs s'installent pour une longue durée dans un état de conflit suscité par un contrôle permanent et collectif de fait, en particulier sur les cadences.

Ceci démontre que ces travailleurs ont atteint un degré de conscience politique très élevé, et sont capables de déjouer en permanence les contre-offensives et manœuvres du patronat.

A ce stade de lutte, le débouché ne peut être que l'extension et la globalisation du combat, et surtout la sortie de l'entreprise pour créer de nouveaux fronts anticapitalistes. (Combinaisons des luttes internes et externes.)

V

L'axe de lutte du contrôle ouvrier commence donc par l'assemblée des travailleurs la plus modeste et ses premières décisions appliquées par elle-même, pour atteindre dans le contexte actuel le maintien

d'une situation de fait, décidée unilatéralement.

Il n'y a donc aucune ambiguïté avec les structures légales existantes dans l'entreprise et destinées en principe à améliorer le sort des travailleurs (D.P., C.E., C.H.S.).

Parce que le contrôle ouvrier s'inscrit totalement en dehors de toutes institutions, il ne peut en aucun cas « améliorer le système ».

C'est donc un axe de lutte qui est le contraire de la co-gestion, et de la participation et des contrats de progrès.

Mais cette attaque frontale contre l'organisation capitaliste du travail ne peut pas représenter à elle seule une stratégie. Il faut donc compléter cet axe de lutte par d'autres fronts anticapitalistes, et l'insérer dans un combat global pour la prise de pouvoir central et la destruction des appareils capitalistes.

Les prises de contrôle ouvrier se situent tout d'abord sur le mode de production capitaliste, c'est-à-dire au niveau économique, mais l'axe de lutte de contrôle ouvrier permet l'exercice de la démocratie prolétarienne de masse et ouvre les possibilités à la classe ouvrière de mettre en cause et d'attaquer directement l'appareil d'Etat et l'idéologie justifiant le système capitaliste. En ce sens l'axe de lutte de contrôle ouvrier constitue le point essentiel de la stratégie globale de notre parti conduisant à la transformation révolutionnaire de la société. □

Plate-forme politique de lutte

Concentration du Secteur privé

La situation des grandes entreprises du secteur privé est caractérisée par l'achèvement de la concentration financière et l'accélération des concentrations techniques. L'internationalisation de la concentration est largement entamée. Seules certaines grandes entreprises survivent de façon autonome, grâce à des mesures protectionnistes.

Quant aux petites et moyennes entreprises, elles tendent de plus en plus à devenir des appendices des grandes firmes, devenant de simples sous-traitants et ne détenant ainsi que l'apparence de l'autonomie financière. La survie des autres est liée par des mécanismes d'aide de l'Etat.

Secteur public

Dans le secteur public, l'Etat patron maintient sa domination grâce au renforcement de la bureaucratie et s'appuyant sur la hiérarchie. Il développe largement l'idéologie du service public tentant de faire croire aux travailleurs qu'ils sont au service de l'intérêt général. Il tente aussi de diviser les travailleurs en multipliant les catégories, et en faisant de plus

en plus appel à des modalités nouvelles de recrutement par l'accroissement du nombre des auxiliaires et par la location de personnel à des sociétés privées.

La situation du secteur public est marquée par la cession au secteur privé des services d'équipement pouvant être rentabilisés (autoroute, téléphone...). La concentration financière en quelques groupes géants aboutit ainsi à une nouvelle répartition des tâches entre eux et l'Etat.

Les conséquences sur les conditions de travail

1) Les conséquences de la concentration du secteur privé sont différentes selon les branches.

● Dans les branches où les techniques le permettent, la concentration conduit pour certains services à la diminution brusque de charges de travail, condition préalable à la mutation ou au licenciement, et pour d'autres services à l'accroissement des cadences et des charges de travail. Les nécessités de l'organisation capitaliste de la production entraînent pour le personnel, la

mise en place de mutations tournantes entre les différentes unités de production, localisées sur tout le territoire. Ce système permet, à terme, des licenciements déguisés.

Le recrutement d'intérimaire se généralise et permet de pallier les à-coups du système.

● Dans les branches où les solutions techniques ne permettent pas d'accroître la production, c'est la discipline accrue, l'augmentation des cadences et la détérioration des conditions de sécurité et de santé.

● Dans les petites entreprises, c'est constamment le renforcement de la pression autoritaire sur les travailleurs qui qui divise.

2) Dans ce contexte : la stratégie du patronat et de l'Etat conduit à combiner le renforcement de la répression et les tentatives d'intégration des travailleurs. La paix sociale qu'espère gagner le patronat et l'Etat, vise en fait à mettre en place des mesures répressives quand le rapport de forces le lui permet.

Les objectifs

● Dans le secteur privé, le premier objectif concerne l'application de l'axe stratégique

du contrôle sur les conditions de travail.

● L'unification des statuts des travailleurs est un objectif politique qui permet à une mobilisation de masse dépasser les divisions en catégories imposées par le patronat.

● Les luttes internes dans les entreprises doivent être combinées avec les luttes retenues sur d'autres fronts, le front du cadre de vie et du logement notamment. C'est la condition qui permet une mobilisation permanente des travailleurs sur tous les terrains où se manifeste l'exploitation capitaliste, en reconnaissant que le terrain principal de la lutte des classes est celui des luttes ouvrières dans les entreprises.

● La concentration internationale permet de concrétiser l'affirmation de la solidarité internationale des travailleurs. A l'exemple de la branche automobile, il faut envisager des objectifs communs de lutte, affrontant le même adversaire au niveau international.

C'est pourquoi le P.S.U. prendra l'initiative de rencontres internationales permettant

de déboucher sur l'information réciproque et l'objectif commun de lutte.

Dans les entreprises

Ces objectifs politiques définis par la Conférence Nationale des groupes d'entreprise, concernent l'action.

Dans le secteur public, les objectifs de lutte que propose le parti et ses groupes et sections d'entreprises concernent :

● La lutte contre la division des travailleurs qui se manifeste par la diversification croissante des catégories et des statuts doit poser l'exigence de l'unification des statuts et des conditions de travail, étape indispensable à une mobilisation collective.

● La lutte contre la hiérarchie et la bureaucratie qui pèsent sur les travailleurs doit déboucher sur la remise en cause de la division sociale du travail entretenue par l'Etat.

● Le fait que les salariés de l'Etat-patron ne feront pas plier à eux seuls celui-ci conduit à reconnaître l'importance de l'unification des luttes du secteur privé et du secteur public. □

A propos du Congrès de la C.F.D.T.

Robert Chevallier
Francis Bacon

Un premier bilan du congrès de la C.F.D.T. a été présenté dans les deux derniers numéros de **Tribune socialiste**. Des éléments intéressants ont été dégagés : Descamps est présenté comme un très bon tacticien, Jeanson comme très habile et rassurant, Krumnow, de la Fédération Habillement, Cuirs, Textiles, comme très représentatif du courant révolutionnaire à la C.F.D.T. « Ni F.O., ni la C.G.T. qui ont tenu congrès avant, n'ont été capables d'accomplir un tel bond en avant. » Ce progrès n'est pas surestimé puisqu'il est fait état de l'insuffisance de l'argumentation en ce qui concerne les voies de passage au socialisme. Il s'agit d'un constat. Mais aujourd'hui, l'analyse doit être poursuivie si l'on ne veut pas être conduit à des conclusions erronées.

Le rapport de synthèse (perspectives et stratégie) présenté par Jeanson, ainsi que le rapport d'activité présenté par Descamps, ont donné lieu à de très vives discussions, souvent en prise directe sur la réalité des luttes. Plusieurs délégués ont critiqué vivement les signatures des contrats de progrès, la position émise lors des élections présidentielles et la position antérieure de la C.F.D.T. sur la guerre du Vietnam. Le rapport de synthèse a été amendé, mettant en évidence le bien fondé de la lutte pour le socialisme, la nécessité de l'action collective, la portée des revendications de caractère offensif qui visent le pouvoir central et finalement le rapport ne mentionne jamais le mot contrat.

Mais, en même temps que l'orientation se « gauchissait », le congrès adoptait une réforme des structures confédérales qui va, de fait, renforcer la direction actuelle, permettre l'auto-reconvertibilité de la direction sortante. Et déjà, un exemple le prouve. Lors de l'élection de la Commission exé-

cutive, la candidature libre de Michel Rolant (F.G.A.) a été écartée au profit des dix candidats de droit ayant le soutien de la direction antérieure. Ainsi on peut se permettre de prononcer quelques phrases révolutionnaires car, parallèlement à ces déclarations, on met en place un appareil efficace chapeautant l'ensemble de la direction confédérale, et on refuse de définir une plate-forme d'action ayant des conséquences immédiates sur les choix à faire (privilégier la contestation ou la négociation). Aussi, s'il semble que l'appareil est aujourd'hui « chargé de coordonner, de suivre les luttes plus que de les promouvoir », il sera en fait de plus en plus à même de les contrôler.

Mais il y a une contradiction. La combativité ouvrière se manifeste journellement. La révolte, la contestation poussent de nombreux salariés à l'action directe par l'occupation des locaux, par la séquestration des agents du patronat, mais aussi à remettre en cause les pratiques contractuelles. La rupture avec la politique réformiste, mise à l'ordre du jour en mai 68, s'exprime à la base par les grèves sauvages et par la critique radicale des positions confédérales. Les idées de mai ont fait leur chemin et elles ont pu s'exprimer au congrès. L'intervention de Fredo Krumnow a bien précisé ce qu'est aujourd'hui ce courant révolutionnaire. Et beaucoup de « gauchistes » présents au congrès se sont reconnus dans ce langage direct, proche des préoccupations de la base.

Cependant, de nombreuses ambiguïtés demeurent. Elles se sont manifestées à plusieurs reprises. Ainsi, lors du vote sur le rapport d'activité, très peu de délégués ont osé voter contre, afin de ne pas être qualifiés d'éléments étrangers à la grande famille qu'est

la C.F.D.T. Mais c'est un faux calcul car la direction confédérale pourra utiliser le score obtenu pour justifier sans peine sa légitimité. Même problème à propos des débats portant sur la réforme des structures et sur la charte financière : aucune intervention n'a mis en évidence la signification de l'opération, visant à remplacer la mainmise de l'appareil central.

Ces ambiguïtés sont dues en fait au contenu implicite du projet des militants « gauchistes ». En affirmant « nous ne voulons être à la gauche de personne, à l'extrême gauche de personne, nous voulons simplement être des syndicalistes », Krumnow a exprimé ce qu beaucoup de militants ressentent. Et le problème essentiel est bien là. Espère-t-on ainsi gagner peu à peu la majorité ? Espère-t-on transformer radicalement la C.F.D.T. ? Or, la direction actuelle s'est prémunie pour contrer un tel projet. Mais de plus, les conflits ouvriers vont amener les grévistes et les militants à mettre au pied du mur l'ensemble des appareils syndicaux, à tous les échelons. Va-t-on alors pousser les ouvriers révoltés à jouer le jeu de la démocratie interne syndicale ? Non, car les luttes actuelles ont mis à l'ordre du jour le débordement de l'ensemble des structures syndicales, ainsi que le développement des noyaux de militants politiques préparant les conflits futurs en utilisant le cadre syndical mais qui, lors des grèves de masses interviennent pour que les salariés se donnent des structures de luttes adéquates (comités de grève, comités d'action, comités d'ateliers...) regroupant syndiqués et non syndiqués.

Les perspectives de luttes, avec leurs conséquences organisationnelles n'ont pas été clairement analysées par l'ensemble des délégués « gauchis-

tes ». Cela explique que relativement peu de militants ont éprouvé le besoin de développer les liaisons horizontales afin de tirer ensemble les enseignements des grèves antérieures, afin aussi d'ouvrir un débat sur les revendications à avancer, sur les modalités d'action à proposer, sur les limites de l'action syndicale. Or, si l'on veut progresser dans l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire, tout en refusant le biais de la « courroie de transmission », il importe aujourd'hui de susciter les regroupements entre militants ouvriers, en prise directe sur les luttes actuelles et de plus en plus en rupture avec la pratique strictement syndicale. Le canal des U.D. et des U.L. ne suffit pas. Il faut se donner les moyens d'une confrontation vivante, prenant à bras le corps les problèmes réels auxquels les militants s'affrontent journellement et permettant des débats concrets sur la définition des perspectives : comment utiliser les structures syndicales ? Quel sera le rôle des regroupements de militants dans les entreprises pour la construction d'une organisation révolutionnaire ?

De ce point de vue, il est tout à fait inopportun d'entretenir les illusions. Il se peut que le texte présenté par Krumnow ait eu plus de voix s'il avait été connu par l'ensemble des syndiqués. Mais la progression électorale reste un objectif secondaire alors que l'essentiel est de développer une nouvelle pratique à la base, avec les militants révolutionnaires des différents syndicats mais aussi avec ceux qui s'engagent aujourd'hui à fond dans l'action directe contre le patronat. Et c'est pourquoi il convient de montrer sans cesse les limites intrinsèques de l'action syndicale et de l'intervention qui se cantonne dans les rouages de l'organisation confédérale. □

Quelques explications

Gilbert Declercq

Les analyses successives faites par **Tribune Socialiste** sur la préparation et le déroulement du 35^e Congrès Confédéral C.F.D.T. sont d'une telle imprécision ou d'une telle ambiguïté qu'une mise au point apparaît nécessaire, ou tout au moins une explication de la part de ceux qui ont déposé un des contreprojets de motion d'orientation.

Tout le sens de la motion déposée par les régions des Pays de la Loire, de Bretagne, de Paris et par le S.G.-E.N. avait pour objectif de faire disparaître l'équivoque des « conquêtes partielles » d'autogestion dans une

perspective de socialisme démocratique.

N'étant pas léniniste, je ne suis pas souvent d'accord avec Emmanuel Terray, mais, quand dans « Tribune Socialiste » du 21 mai 1970, il dénonce l'interprétation « cogestionnaire » du contrôle ouvrier, et notamment la possibilité pour les travailleurs, en régime capitaliste, d'intervenir dans le fonctionnement de l'entreprise par des « conseils paritaires », il rejoint très exactement notre critique.

Comment interpréter différemment en effet le texte de l'annexe au rapport de Jeanson, demandant la création

« de commissions consultatives patrons-salariés, ayant pour mission de faire des contrepropositions pour toutes les mesures qui touchent à l'embauche, la promotion, les mutations, les sanctions, les déclassements, etc. »

J'ai souligné les mots « contrepropositions » et « sanctions » car cela est tout de même significatif.

Nous avons au contraire affirmé en défendant notre motion, je cite :

« Tant que dans la société industrielle, les secteurs dominants de l'économie seront au pouvoir de la bourgeoisie et de son pouvoir politique, toute

tentative de gestion partielle, même de gestion du personnel, sera vouée à l'échec parce que récupérée rapidement par les éléments les plus modernistes de cette bourgeoisie ».

D'ailleurs, dans **Tribune Socialiste** du 30 avril, la critique était encore plus nette et plus éclairante.

Rémy Grillault critiquait en effet notre motion et écrivait : « L'autogestion venant ensuite, lorsque le pouvoir socialiste est bien ancré ; on s'explique assez mal alors ce que peut être, dans l'immédiat, le rôle de « contrôle ouvrier ».

Tel que !

Et la motion précisait :

« La C.F.D.T. se prononce résolument pour le **Socialisme**, c'est-à-dire pour la propriété sociale des appareils de production et d'échange, notamment ceux qui possèdent une taille et une importance déterminantes ».

Aussi, quand on lit dans **Tribune Socialiste** du 14 mai, sous la plume de **Jacques Ferlus**, que cette motion était en « retrait » sur le texte **Jeanson**, on se demande avec perplexité à quel degré d'intégration de fait, le P.S.U. veut engager le mouvement ouvrier, dans une certaine notion de « contrôle ouvrier » qui ne serait en fait qu'un certain type de collaboration de classes.

A ce point du débat, je comprends alors très bien les inquiétudes d'**Emmanuel Terray**, et si notre position ressort, comme l'affirme **Ferlus**, du « ré-

formisme », et bien mieux vaudrait ce réformisme-là que l'intégration où nous conduirait inévitablement des « conquêtes partielles » de gestion du personnel, même baptisées « contrôle ouvrier ».

Le projet de « Résolution sur l'Action » prévoyait la prise en charge syndicale, au plan de l'entreprise, de tous les aspects individuels du contrat de travail, embauchage, licenciement, mutations, etc., ceci dans le droit fil de l'annexe « Démocratisation de l'entreprise dans une perspective d'autogestion ».

Notre combat au 35^e Congrès confédéral a été précisément de dire qu'on ne peut « démocratiser les entreprises » en régime capitaliste, et que tant que ne sont pas maîtrisés par la collectivité les investissements qui permettent la croissance de toute société industrielle, toute formule partielle d'autogestion n'est qu'un rêve dangereux.

« Notre région estime que le pouvoir appartient à ceux qui possèdent l'outil, tout le reste n'est que littérature ».

Ce texte de « Résolution sur l'Action » est devenu, suite à nos projets d'amendements : « Au niveau professionnel, la limitation de l'arbitraire patronal en développant le rapport de forces pour imposer la généralisation de la négociation syndicale de conventions collectives à tous les niveaux et d'accords d'entreprises sur tous les aspects individuels et collectifs du contrat de travail, et notamment les salaires réels et les conditions de travail, sans que jamais cette négociation puisse aboutir à une restriction des droits syndicaux ».

Nous est-il permis de dire aux lecteurs de « Tribune Socialiste » que nous sommes assez fiers d'avoir « ramé » dans ce sens et que le « contrôle ouvrier » que nous exigeons à tous les niveaux prend alors une toute autre signification ! □

Nantes

Au centre électronique

Marie Juge
Aline Conan

Pendant plusieurs années, l'administration des P.T.T. s'est penchée sur la mise en route du Centre électronique. Les travailleuses, les syndicats n'ont été mis que devant le fait accompli. Actuellement, que tout est terminé, qu'est-ce que cela donne dans la section directement touchée par l'ordinateur : les terminaux.

Durée hebdomadaire du travail

36 heures... sensationnelle... mais que cachent ces 36 heures ? Un travail aliénant ; l'opératrice est astreinte à un travail monotone. Pendant la moitié de la vacation, elle tape... elle tape... des chiffres... des chiffres... toujours des chiffres. Il n'y a chez elle aucun travail de l'intelligence, toujours les mêmes gestes des mains, de la tête, des yeux.

Conséquence sur la personne humaine

C'est l'atrophie complète de la personne humaine, aucune liberté dans les gestes, on ne peut se déplacer (sauf urgence...) pendant les frappes. L'électronique provoque des changements très importants dans le comportement humain, changements internes et externes. Le travail n'offrant aucun intérêt, c'est le monde de l'ennui. Ce qui est grave, c'est que la plupart de ces changements se font inconsciemment. Et, comme le personnel de l'électronique a les meilleurs horaires du centre, on finit par s'y trouver bien. C'est le monde de la passivité, favorisée par une atmosphère endormante (bruit assourdissant des terminaux). De plus, nous vivons en air conditionné (22°) pour la bonne marche des machines... ; les répercussions sur la santé posent des points d'interrogation.

L'électronique est vraiment un travail nouveau dont le caractère essentiel est la passivité. On se rend compte que plus un travail est créateur, plus les loisirs sont créateurs et que

plus un travail est passif, plus les loisirs sont passifs. Actuellement, pour les travailleuses de l'électronique, c'est le fauteuil devant la télé ou la voiture le dimanche. Quels seront les loisirs qui équilibreront ce travail monotone ?

Les liens humains

Le dialogue entre opératrices est impossible : sauf les vingt minutes de pause où il faut attendre son tour pour se faire servir à la cantine. Il y a quelques arrêts de l'ordinateur, à ce moment-là on pourrait parler, mais la spontanéité est anéantie, on ne sait plus quoi se dire. Dans certaines salles il est interdit de circuler pendant les pannes de l'ordinateur. Il est courant de voir certaines de nos camarades prendre un bouquin pour cinq minutes d'arrêt. Rien ne facilite le dialogue entre employées, on est très longtemps avant de se connaître et encore ce n'est que par petits groupes et toujours les mêmes, la camaraderie devient difficile.

Mise en conditions

Les erreurs minimales sont relevées (chaque opératrice a son dossier) et la menace de changements de service reste toujours suspendue au-dessus de nos têtes.

Place du syndicalisme

Dans les P.T.T., comme dans toute la fonction publique, le droit syndical, ça n'existe pas. Les responsables ne sont pas élus par le personnel, mais mandatés par chaque syndicat.

Le syndicalisme est toléré et les responsables n'ont aucun droit syndical. A Nantes-Chèques : 1.100 employés depuis la mise en route de l'électronique (1.450 avant), aucun droit syndical, aucun temps de disponibilité pour les responsables, aucune possibilité de se déplacer dans les salles, impossible d'utiliser le téléphone et même de recevoir des communications

téléphoniques. Seuls, les permanents nationaux sont payés par l'administration.

Dans le centre manuel, on arrivait ouvertement ou clandestinement à s'incruster, à militer, à avoir un certain rayonnement, une certaine influence. Déléguée ou non, l'opératrice n'a aucun droit de se déplacer, elle doit faire sa tâche comme les autres, finir son travail comme les autres, car il y a aussi un problème de cadences.

Nous sommes constamment surveillées. Après le travail, aucune possibilité de voir les camarades pour discuter. A 13 heures, comme à 19 heures (fin de vacation) on a hâte de sortir... On a besoin d'une vie extérieure aérée, ce qui n'est pas toujours facile à trouver, on a besoin de se détendre.

Petit à petit le syndicalisme est pensé et mené par un personnel de surveillance qui ne connaît pas le travail des opératrices. Le désaccord est très grand entre base et cadres syndicaux qui ont trouvé une solution au manque de droit syndical en allant dans d'autres services où l'action syndicale est encore possible. On se rend compte qu'avec l'absence de droit syndical à l'électronique nous arrivons à la mort du syndicalisme.

Est-ce cela

« le nouveau syndicalisme » ?

- celui des technocrates qui pensent tout, bien « planqués » dans un bureau ?
- celui des travailleurs qui n'ont droit qu'à une information erronée, sans prise de responsabilité à la base ?

Est-ce cela

la « nouvelle société » ?

- cette absence de communication entre les travailleurs
- cette dépendance de la machine
- ce manque d'intérêt au travail
- ce repli sur soi, cette individualité qui primera tout □

TROTSKY

INÉDIT

Nos tâches politiques

Voici enfin la parution d'un ouvrage inédit de Trotsky, attendu depuis longtemps par tous les lecteurs français, pour qui la pensée de ce grand révolutionnaire est essentielle à la compréhension de notre époque.

Cette publication — en première mondiale — va éclairer d'une lumière toute nouvelle la personnalité de Trotsky.

Il y eut toutefois en 1904, à Genève, une première édition en russe, à tirage restreint — destinée aux militants — mais, par la suite, Trotsky, devenu entre-temps l'allié de Lénine, refusa de laisser réimprimer son texte et de le faire traduire. C'est en effet dans ce livre qu'est posée la question fondamentale : « Comment faire une politique révolutionnaire ? » et que s'affrontent pour la première fois les théories divergentes de Lénine et Trotsky.

On comprend donc aisément que, pour des raisons d'opportunité idéologique et tactique, Trotsky jugea bon de maintenir sous le boisseau son manifeste de 1904.

Aujourd'hui rien ne s'oppose plus, bien au contraire, à la publication de ce texte capital, qui acquiert d'ailleurs une singulière résonance dans le contexte des événements de mai 1968.

L'importance de « Nos tâches politiques » est encore renforcée par la présence, en annexe, d'un texte méconnu de Rosa Luxemburg qui prend le parti de Trotsky et de la réponse de Lénine à ces critiques.

Ainsi se trouvent exposés dans le même ouvrage les thèses des trois plus grands théoriciens de la Révolution.

Collection « Changer la Vie ». Pierre Belfond, Editeur. Prix 26 F TTC.

Bon de commande

à adresser à MSB Conseil, 141, boulevard de Sébastopol, à Paris-2^e.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Signature :

CI-joint chèque postal ou bancaire de 27,50 F (26 F + 1,50 F port).

TS1

Chaban-Delmas prépare les municipales

L'institut géographique national, malgré son nom quelque peu académique, est un organisme important où travaillent plus de deux mille personnes. Il a pour mission d'établir la carte de tout le territoire français et dépend du ministère de l'Équipement et du Logement. Pour bien comprendre les conséquences du transfert de ce service à Bordeaux, il faut en donner une courte description et éclairer sa situation actuelle.

Description générale

L'institut géographique national a un budget d'environ 110 millions de francs ; ses ressources proviennent des ventes de cartes ou de photographies aériennes, des marchés passés avec des clients et pour 37 % d'une subvention de l'État. Classé parmi les tout premiers services cartographiques du monde, il possède en propre tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission, depuis une escadrille d'avions photographes basée à Creil jusqu'à une imprimerie située rue de Grenelle, en passant par des services techniques installés à Saint-Mandé et un dépôt de matériel lourd placé au centre de la France à Villefranche-sur-Cher. Comme il avait aussi pour objectif avant leur indépendance la cartographie des anciennes colonies, il possède encore des centres à Alger, Dakar, Bamako, Brazzaville, Bangui, Yaoundé et Tananarive.

Le personnel se divise en deux grandes catégories, 800 fonctionnaires répartis en quatre corps et 1 400 ouvriers affiliés à plusieurs régimes différents. Le terme d'ouvrier est mal choisi, si on le considère comme attaché à une certaine forme de production en usine, par contre il convient parfaitement, si on le regarde sous l'angle du contrat d'embauchage. Ces employés (techniciens, secrétaires, dessinateurs, imprimeurs...) ne bénéficient théoriquement d'aucune sécurité d'emploi et sont payés à l'heure. De toute façon l'institut géographique national, établissement producteur, n'est soumis que très partiellement aux lois du marché et ne dégage aucune plus-value, ni pour des bénéfices, ni même pour ses propres investissements ; cette situation particulière conduit à admettre que le personnel temporaire ne doit pas être inclus dans la classe ouvrière.

Les syndicats regroupent plus de la moitié des agents, mais ils sont très nombreux, 13 ou 14. Toutes les centrales sont représentées et à l'intérieur de chacune apparaissent souvent des divisions en mul-

tiples catégories, la C.F.D.T. faisant exception. Ce morcellement entraîne des revendications corporatistes parfois contradictoires, des clivages entre les différents corps et un certain fossé entre les ouvriers et les fonctionnaires, nullement justifié par la hiérarchie des salaires mais uniquement par les conditions de travail.

La vie politique est faible. Seul le parti communiste est organisé et apparaît en tant que tel par la distribution de tracts devant la porte ; ses quelques militants contrôlent les syndicats C.G.T., mais n'arrivent pas toujours à entraîner les adhérents vers les grandes options de leur propre centrale. Rares sont les employés qui font état de leur appartenance à un autre parti, citons cependant pour « Tribune socialiste » un membre du P.S.U. adhérent à la C.F.D.T.

La situation actuelle

Si la façade est encore relativement brillante, on peut affirmer que dans le fond l'institut géographique national est dans un marasme tel qu'il est improbable qu'il retrouve avant longtemps le potentiel qui fut le sien, il y a une dizaine d'années. Ce déclin est dû à la réduction des dépenses de l'État français dans le domaine géographique ; d'une part l'indépendance des colonies a entraîné une diminution sensible des crédits consacrés à l'équipement cartographique de ces pays, d'autre part l'orientation générale de la 5^e république a conduit à délaissier les investissements à long terme (la carte de France en fait partie) au profit des réalisations immédiates et spectaculaires.

Pour maintenir le niveau atteint, la direction actuelle a tenté de développer les recettes de l'établissement. Cette orientation, soi-disant encouragée par l'ancien ministre de l'équipement Ortoli, a été mise en œuvre sans aucune vision des problèmes posés. D'un organisme créé à la Libération pour une mission nationale, on a voulu sans aucune réforme passer à une entreprise travaillant pour des clients privés. Ni les esprits, ni les structures n'étaient adaptés et l'échec apparaît aujourd'hui ; l'institut géographique national équilibre à peine son budget, alors qu'il ne distrait que des sommes insuffisantes pour le renouvellement de ses matériels souvent anciens.

La direction n'ayant jamais rien fait pour améliorer la gestion de l'établissement, certains cadres la tiennent pour responsable de la situation actuelle et ont nettement exprimé leur désapprobation : ainsi est né bien avant les événements de mai, une sorte

de « fronde » à l'intérieur du corps des ingénieurs géographes. Ce mouvement d'opposition peut s'expliquer par la très relative prolétarianisation de ces ingénieurs, due aux conditions de vie sur le terrain et à des salaires légèrement inférieurs à ceux des autres corps similaires de la fonction publique. Les personnels d'exécution ont senti plus tardivement les conséquences d'une mauvaise gestion d'autant plus que les événements de mai avaient apporté aux ouvriers des augmentations de salaires importantes. Mais avant même l'annonce d'un transfert rapide à Bordeaux, une inquiétude se manifestait chez beaucoup d'employés devant la dégradation du bilan financier.

Le syndicat C.G.T.-ouvrier surtout sensible à la satisfaction des revendications immédiates n'a jamais voulu prendre parti contre la direction, qui a toujours su le ménager. Pourtant pendant la grève de mai 1968, le personnel avait demandé une nouvelle définition de la mission de l'établissement et des réformes de structures et de statuts. Comme dans beaucoup d'entreprises, la C.G.T. avait alors réussi à canaliser le mouvement vers des augmentations de salaire. La reprise du travail avait d'ailleurs été effective chez les ouvriers C.G.T. imprimeurs avant même qu'elle ait été décidée par l'assemblée générale des grévistes. Cependant cette période a vu se former surtout chez les fonctionnaires un petit courant « gauchiste », dont la majeure partie a rallié en bloc le syndicat général C.F.D.T. mais qui a aussi quelques sympathisants à la C.G.T. et même à F.O.

Le transfert à Bordeaux

La décision de transférer l'I.G.N. à Bordeaux a été prise le 6 février 1967 par un comité interministériel. A cette époque l'opération avait rencontré l'opposition de Chalandon et de Giscard d'Estaing, qui ont dû trouver la dépense disproportionnée aux avantages politiques escomptés. Le coût du déménagement avait été chiffré à 35 milliards d'anciens francs, somme englobant pour rien puisque à l'échelle nationale elle n'aboutit à aucune création d'emploi.

Dès que le personnel avait eu connaissance de ces menaces, il avait réagi et l'affaire paraissait s'étouffer lorsqu'éclatèrent les événements de mai. Certains grévistes, conscients des dangers que faisait peser la décision du transfert, avaient demandé de ne pas cesser la grève avant d'en avoir obtenu l'annulation. La C.G.T. porte une très lourde responsabilité car ses dirigeants ont affirmé alors que cette histoire était enterrée et qu'il n'y avait pas lieu de surseoir à la reprise du travail.

Aujourd'hui Chaban-Delmas décide personnellement de passer sans délai à l'application, et pour l'instant rien n'indique qu'il n'ira pas jusqu'au bout malgré les prises de position défavorables qui se multiplient même dans les rangs de l'U.D.R. Les municipales approchent et le maire de Bordeaux a besoin de redorer au moins localement son blason.

Les élections justifient toutes les cuisines et aujourd'hui le transfert de l'I.G.N. devient urgent. Qu'importe le prix, les Français paieront. Comme il faut aller vite et éviter les remous, on ne passera pas devant le Parlement, on puisera directement dans les caisses de l'État.

On ne parle même plus des raisons techniques, il faut réaliser quelque chose à Bordeaux avant 1971. Si le déménagement se fait dans des conditions telles que l'établissement déplacé n'arrive pas à survivre, tant mieux, on dénoncera l'incurie des fonctionnaires et Chalandon pourra léguer la carte de France au secteur privé. Transfert, et démantèlement ne font qu'un, les intérêts électoraux de Chaban-Delmas coïncident avec les buts de Chalandon et les 2 000 employés de l'institut géographique national ne pèsent pas lourd dans l'autre plateau de la balance.

2 000 personnes déplacées ? Non, la moitié seulement, car la plupart des agents ont des salaires tels que leur conjoint travaille dans la région parisienne ; ils préféreront donc un chômage momentané à un départ. L'intérêt national n'en parlons pas ; lorsqu'on est Premier ministre, il est si facile de dépenser inutilement des milliards en décrétant que les employés d'un service sont gênants, même si leur activité ne présente aucun inconvénient, ni pour le bruit, ni pour la pollution atmosphérique. Quand on est Premier ministre d'un État capitaliste on passe sous silence que l'hypertrophie de la région parisienne est due à la concentration industrielle et non à celle des administrations ; et pour tromper l'opinion publique on envoie quelques fonctionnaires parisiens à Bordeaux, tout en laissant Bercot, patron de Citroën recruter des Bretons pour ses usines.

La lutte contre le transfert

La décision étant politique, la lutte ne peut que l'être. Malheureusement le personnel de l'I.G.N. n'y est pas préparé et les syndicats ne font rien pour créer le climat propice. On entend le leader du syndicat C.G.T. des ouvriers déclarer : il faut manifester dans la tradition. Bilan, une manifestation dans Saint-Mandé qualifiée à juste titre par « Information ouvrière » d'enterrement de première classe, un rassemblement sur l'esplanade des Invalides donnant plutôt l'impression d'une sortie d'église le dimanche dans un village.

La C.G.T. contrôle l'intersyndicale mais se plie en partie à la volonté modératrice des syndicats F.O., Cadres, C.F.T.C. En dehors des deux manifestations précédentes, dont seule « l'Humanité » a rendu compte, on multiplie les démarches auprès des personnalités politiques, on réunit les employés pour les informer, jamais pour leur demander leur avis ; les discussions risqueraient de dégénérer en polémiques et les syndicats n'en veulent surtout pas. La bureaucratie règne en maître, la cellule du parti communiste dans un tract lui apporte son soutien et demande au personnel de rester uni dans l'intersyndicale.

Cet organisme est pourtant incapable de mener une véritable lutte car il comprend des syndicats qui seront toujours opposés à toute radicalisation. Il est très improbable que la C.G.T. puisse les entraîner vers une action politique. Devant cette situation une minorité a décidé de former un « comité pour le maintien de l'I.G.N. à Saint-Mandé », qui prendrait à sa charge de toucher l'opinion publique en distribuant des tracts politiques et en organisant des manifestations, sur un mode publicitaire et humoristique, car il ne faut pas oublier que le personnel de l'institut géographique national reste très individualiste et sans réflexe de classe.

Ce comité s'est heurté à l'hostilité des syndicats et pour l'instant il a du mal à survivre ; mais si, comme il est probable, les sages démarches des syndicats échouent (ce qu'on ne doit pourtant pas souhaiter) il faudra bien poursuivre la lutte en s'organisant en dehors de l'intersyndicale, qui en raison de sa composition ne pourra pas dépasser le stade actuel.

Le personnel de l'institut géographique national supporte seul les conséquences des décisions du système : établissement en décadence organisée, combines électorales, démantèlement du secteur public au profit du secteur privé. Le personnel menacé de perdre sa situation est anxieux, mais réagit d'autant plus mollement qu'il y est encouragé par la bureaucratie syndicale. Seule la lutte politique pourrait peut-être lui permettre de survivre, mais sans conscience de classe sa révolte risque de rester inutile.

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

● Liste N° 4

— La nouvelle classe ouvrière, S. MALLET	6,50 F
— Réforme et révolution, A. GORZ	6,50 F
— Questions de politique nationale, LENINE	3,20 F
— Mon témoignage, MARTCHENKO	21,00 F
— L'empire américain, C. JULIEN	25,00 F
— La réponse socialiste au défi américain, E. MANDEL	8,90 F
— La réduction du temps de travail, enjeu de la lutte sociale, J.-L. BODIGUEL	26,00 F
— Le droit à la ville, H. LEFEBVRE	15,00 F

Prix réel : 112,10 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)

C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paiement à la commande

luttons culturelles

Un livre de Pierre Naville

Socialisme d'Etat ou socialisme authentique

Notre camarade Pierre Naville vient de publier un important ouvrage en deux volumes intitulé *Le salaire socialiste*. Cet ouvrage fait partie du « Nouveau Léviathan », dont une première partie, intitulée *De l'aliénation à la jouissance* (sur la genèse de la sociologie du travail chez Marx et Engels), avait paru il y a quelques années.

Dans *Le salaire socialiste*, P. Naville aborde la théorie du régime de « Socialisme d'Etat » qui domine en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est, et en donne une explication nouvelle. Le premier volume traite des « rapports de production » dans ce système. Le second constitue un historique des controverses théoriques portant sur les structures économiques du socialisme avant et après la révolution russe (1).

Nous avons demandé à P. Naville de présenter aux lecteurs de *Tribune Socialiste* cet ouvrage qui mérite un examen attentif.

Tribune Socialiste. — Peux-tu résumer pour nos lecteurs l'essentiel de ton ouvrage ? Il est assez volumineux et nécessite une lecture attentive. Mais les lignes directrices sont claires. D'abord, pourquoi ce titre : « Le salaire socialiste » ?

Pierre Naville. — J'ai pensé qu'il résume assez bien la recherche nécessaire. Que signifie en effet le salaire dans les régimes que j'appelle de « socialisme d'Etat » ? Les uns pensent que ce n'est qu'une fraction du revenu social global, c'est-à-dire une ristourne à la population active provenant de l'ensemble du profit social. Les autres estiment que c'est tout simplement le prix que l'Etat-entrepreneur paye aux travailleurs pour l'exécution d'une tâche, grâce à un outillage qui ne leur appartient pas. En tout cas, le salariat reste une forme dominante des rapports de production, sauf dans la paysannerie kolkhozienne où il se combine avec des paiements en nature et une part du profit coopératif de l'entreprise. Dans l'ensemble, le système est réglé pour le jeu de l'équivalence des valeurs. Il existe un marché planifié. Le salaire est lui aussi planifié, et la capacité de travail reste une marchandise, dont la valeur est estimée par le plan au lieu de l'être par un marché « libre ». Dans ces conditions, on peut dire que le socialisme d'Etat emprunte de nombreux traits au capitalisme moderne, et d'ailleurs inversement, mais il diffère beaucoup en ce que la classe bourgeoise, les capitalistes privés, ont disparu.

C'est pourquoi j'ai traité d'abord de la question fondamentale pour le monde d'au-

jourd'hui, qui est l'unité pleine de contradictions du salariat mondial. Contrairement à ce que l'on affirme souvent et surtout, les travailleurs salariés du monde entier sont solidaires, malgré la forme des régimes qui les opposent. Le salariat en régime néo-capitaliste, que nous connaissons bien, suppose l'existence d'une masse de capitaux privés, et de capitaux d'Etat distribués par le budget ainsi que des profits formés dans le secteur public. D'où une opposition essentielle, dont les formes ont d'ailleurs beaucoup changé depuis 50 ans. Dans le socialisme d'Etat, le salariat suppose aussi une masse de profit et de capitaux d'investissements. Mais ceux-ci sont détenus par l'Etat, c'est-à-dire par le parti au pouvoir qui les répartit selon différents plans. D'où une série d'oppositions, d'abord entre des parties prenantes, les salariés eux-mêmes, ce qui crée ce que j'appelle l'exploitation mutuelle. Cette auto-exploitation est entretenue et aggravée pour les classes supérieures, la bureaucratie administrative et politique, qui prélève des revenus différentiels exagérés à la fois pour sa consommation personnelle et pour les investissements nationaux.

Si on examine cela de près, on s'aperçoit que les principes analytiques de Marx permettent d'expliquer ce phénomène. C'est pourquoi j'ai consacré un volume aux controverses théoriques sur cette question depuis Marx. Le salaire socialiste est un fait, et il faut l'expliquer.

T.S. — Les tentatives de « réformes » économiques en U.R.S.S., celles que préconi-

saient Liberman et d'autres, ne visent-elles pas à modifier cet état de choses ?

P.N. — A modifier certaines règles du fonctionnement des entreprises, oui. Mais ces modifications ont plutôt pour objet de renforcer le système en l'adaptant à des difficultés nouvelles, aux contradictions qui le secouent. Ces contradictions éclatent constamment chez les travailleurs industriels, entre ceux-ci et les kolkhoziens, entre les salariés et la bureaucratie, entre l'intelligentsia et la bureaucratie, etc. Elles trouvent leur racine dans l'exploitation mutuelle qui est l'essence du régime. Faire du taux de plus-value le critère du succès de l'entreprise, même si l'on accorde à celle-ci plus de liberté mercantile dans le choix des clients, dans le volume de l'emploi, dans l'octroi des primes, etc., conduira à exacerber ces contradictions plutôt qu'à les réduire.

T.S. — Crois-tu que les conflits entre socialismes d'Etat par exemple entre la Chine et l'U.R.S.S., ou les expéditions punitives comme celle de l'U.R.S.S. en Tchécoslovaquie, peuvent aussi s'expliquer par la situation que tu as décrite ?

P.N. — Oui, en montrant à quelles extrémités peuvent être entraînés des régimes d'Etat nationaux tous construits d'après la même théorie, le même modèle. Le modèle capitaliste, valable à l'échelle internationale, entraîne des conflits et des guerres entre les Etats. Le modèle du « socialisme dans un seul pays » fait de même à sa manière. Il est poussé à une intégration continentale, mais au profit du plus puissant. L'exploitation mutuelle se manifeste aussi sur le plan international. Mais à ce niveau, des nécessités stratégiques aggravent la situation. Ce serait une erreur de croire que les discours de part et d'autre sur la « fidélité à l'internationalisme prolétarien » révèlent la réalité des choses. Cette réalité est inscrite dans les fondements économiques du socialisme d'Etat. Les contradictions internes au socialisme d'Etat s'inscrivent dans et se combinent avec les contradictions propres au capitalisme actuel. D'où la complexité des situations concrètes. On peut mieux saisir leur racine unique au niveau d'une théorie d'ensemble — c'est ce que j'ai essayé de

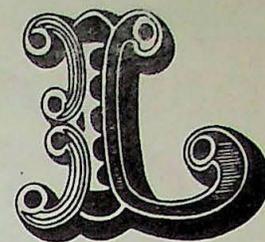
faire — mais il est beaucoup plus difficile de s'orienter dans les programmes pratiques.

T.S. — Un des chapitres de ton livre est consacré à la « dissolution du salariat ». Qu'entends-tu par là ?

P.N. — J'ai voulu montrer que les trois formes fondamentales du salariat moderne, dans les pays capitalistes industriels avancés, dans les socialismes d'Etat et dans une série de pays du tiers monde, convergent vers une crise générale du salariat qui remet à l'ordre du jour la vieille revendication socialiste : l'abolition du salariat, qui figurait il n'y a encore pas longtemps dans les statuts de la C.G.T. D'une part, les développements du grand capitalisme, et du capitalisme d'Etat, liés aux transformations industrielles comme l'automation, aux transferts de revenus, etc., mettent en cause la relation traditionnelle, ou du moins certaines de ses formes, entre la dépense de travail individuel et le salaire. Les mêmes phénomènes s'observent dans les socialismes d'Etat industriels. D'autre part, dans ces régimes, l'exigence prolétarienne tend de plus en plus à critiquer le régime du salariat, que la bureaucratie dirigeante veut au contraire renforcer, par exemple en l'étendant à la paysannerie. Enfin dans les pays du tiers monde, où la population active salariée est minoritaire, on se demande s'il ne faut pas chercher de nouvelles formes de rémunération. L'extinction du salariat passe par la réalisation des services gratuits de tous à tous. C'est un objectif que nous ne devons pas perdre de vue. Toutes les révolutions nouvelles, comme celle de Cuba, essaient de remettre le problème à l'ordre du jour.

T.S. — C'est cette évolution qui met aussi à l'ordre du jour les problèmes de l'auto-gestion, et même du contrôle ouvrier. Estimes-tu que ces formes de vie et d'activité vont de pair avec la lutte pour le dépérissement du salaire comme moyen d'assurer une existence libre ?

P.N. — Dans ce livre, j'ai essayé de montrer que toutes les luttes menées dans le monde contre les formes modernes du salariat supposaient une prise de contrôle et un type quelconque d'auto-gestion. Si l'auto-gestion doit correspondre à un principe de gestion analogue à



IVRES



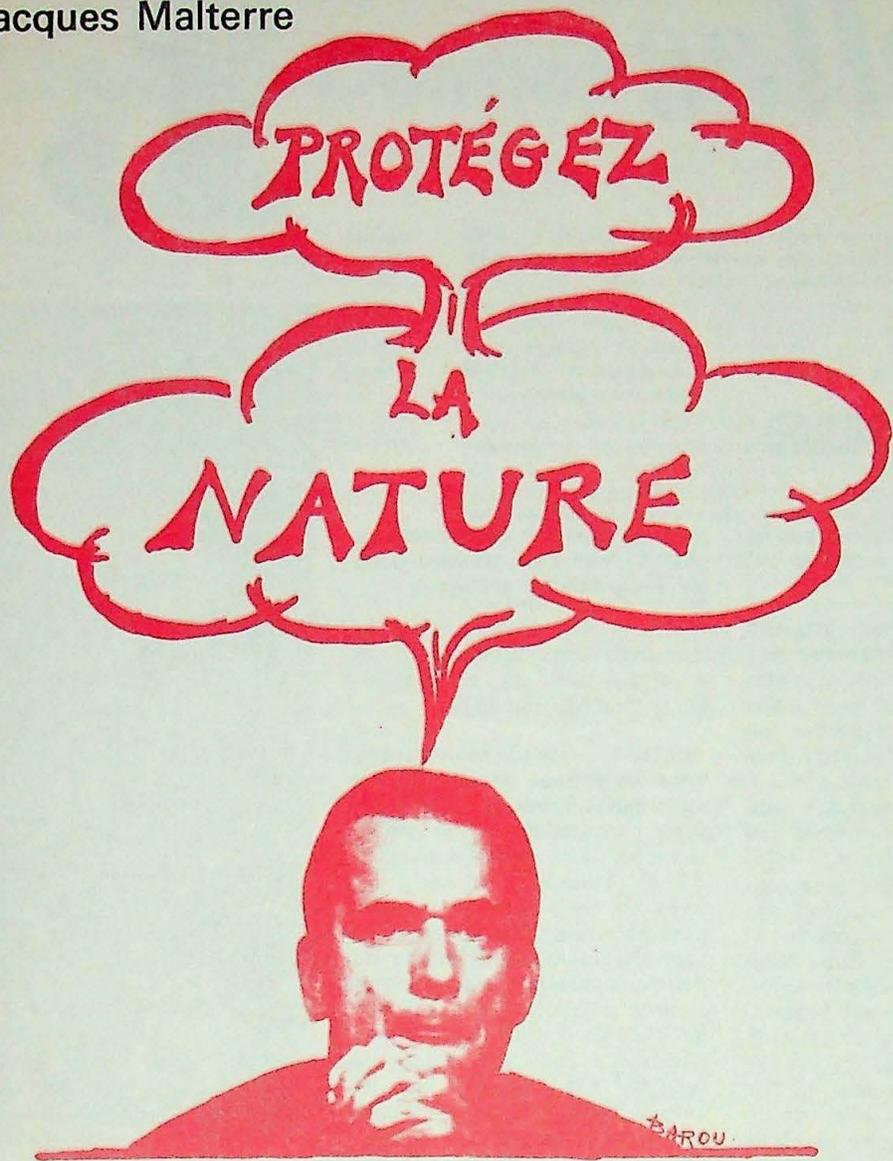
Elie Kagen

celui qui règle les rapports de production dans le capitalisme et dans le socialisme d'Etat, alors ce n'est pas la peine d'en parler. D'autre part, si l'Etat ne « dépérit » pas, le salariat ne dépérira pas non plus. On doit donc rechercher une nouvelle forme de gestion sociale, et pas seulement économique. Mais pour commencer, il faut savoir à quels régimes nous avons affaire présentement, et c'est pourquoi j'ai fait ce travail, pour nous sortir des discussions souvent superficielles sur la démocratie et la dictature, ou sur la signification des revendications de salaire. A mon avis, il n'y a pas de contradiction entre l'exigence de meilleurs salaires aujourd'hui et la transformation radicale des rapports sociaux, une révolution à l'Est comme à l'Ouest. C'est d'ailleurs dans cette double perspective que le mouvement ouvrier socialiste est né et a grandi. C'est une question de mouvement, de lutte.

T.S. — Ce qui veut dire que notre parti, qui s'inscrit dans cette lutte, devra éclaircir ses positions vis-à-vis du régime économique et social en U.R.S.S., en Chine et ailleurs. On ne peut évidemment pas les mettre entre parenthèses, ou s'en occuper séparément du reste.

P.N. — Ce sera aussi ma conclusion. □

(1) *Le Salaire socialiste. Tome I. Les rapports de production. Tome II. Sur l'histoire moderne des théories de la valeur et de la plus-value.* Editions Anthropos, 2 vol. de 584 et 493 pages, 35 F chaque + taxes.



Tous les Français sont maintenant bien conscients que le problème n° 1 est celui de la pollution. Le gouvernement toujours prêt à prendre ses responsabilités, paraît enfin décidé à faire quelque chose. Il n'est que temps. Les conseils interministériels étudient quantité de projets et nous pouvons espérer que les pouvoirs publics vont enfin sortir de leur consternante inaction. Chaban-Delmas lui-même prend les choses en mains et on murmure que le Président de la République ne dédaigne pas de se pencher sur cette vaste question.

Il était temps. L'air que nous respirons devient de plus en plus irrespirable et ce que l'on nous fait avaler a de quoi rendre malade les corps les mieux constitués. Il ne se passe plus de jour sans qu'il y ait des incidents dans la rue et dans le métro.

T.S. est en mesure, grâce à des fuites savamment organisées, de révéler à l'opinion publique quelles sont les premières mesures décidées. D'ailleurs certaines ont déjà pris effet.

D'abord la rue. C'est l'endroit le plus dangereux puisque les miasmes s'y concentrent. Là, nos dirigeants sont décidés à sauvegarder rapidement notre santé. Pour éviter que les Français soient exposés trop longtemps au danger, le ministre de l'Intérieur a décidé que les rassemblements statiques devraient être rapidement dispersés par les services de la sécurité publique ; les défilés jugés trop lents

seront également invités à accélérer le pas jusqu'au galop vers les rues plus tranquilles et les parcs publics dont les feuillages favorisent la régénération des organismes usés. De même on informe des vendeurs de journaux que rester trop longtemps immobiles dans l'air vicié est nocif pour leurs bronches, et s'ils ignorent cette prescription médicale on les invite cordialement à venir s'asseoir dans des lieux moins exposés aux intempéries.

Devant les risques présentés par l'entassement excessif des transports en commun, le gouvernement se décide aussi à réagir. Ce n'est pas trop tôt. Il a fallu d'ailleurs utiliser des moyens de dissuasion qui montrent bien aux usagers obstinés où est leur intérêt. Par des relèvements de tarif importants on les incite rationnellement à désertier ces endroits dangereux. La marche à pied ou l'usage de véhicules spacieux et individualisés leur évitera des risques trop grands (à condition bien sûr de ne pas retomber dans l'erreur des rassemblements statiques devant les arrêts d'autobus qui ne viennent pas.

Mais là ne s'arrête pas la sollicitude des pouvoirs publics ; les logements eux-mêmes deviennent dangereux pour la santé de nos enfants au centre des grandes villes. Aussi de vastes opérations de sauvegarde sont en cours, les travailleurs des quartiers les plus encombrés sont amenés intelligemment à réfléchir sur leurs responsabilités et à envisager de déména-

ger vers la campagne à 30 ou 40 kilomètres de Paris ; ils y trouvent un air moins pollué et la possibilité d'un exercice quotidien de déplacement qui contribue à les délasser d'une trop grande immobilité.

Pour conclure, révélons ce qu'on nous a déclaré au ministère de la Justice : l'arrêt rendu contre Frédérique Delange a été tout à fait mal interprété ; en réalité il s'inscrit dans le cadre de la même campagne. On lui reproche surtout d'avoir attenté à la santé de plusieurs familles de travailleurs immigrés. Chacun sait que les produits alimentaires vendus par Fauchon sont extrêmement dangereux pour l'équilibre physiologique (cri-

ses de foie, obésité, etc.). Si les familles populaires préservées jusqu'à présent de ces menaces grâce à une alimentation saine et frugale en venaient à prendre goût à des produits trop frelatés ils pourraient perdre leur capacité de travail donc leur gagne-pain-bien-chez-nous. Les méfaits de la société de consommation pourraient ainsi ruiner leur avenir.

Cela méritait bien treize mois de prison ferme.

Le gouvernement se montrera impitoyable pour défendre la santé de nos familles. Aux dernières nouvelles un colloque important sur la question est prévu à la santé. □

Communiqués du Bureau National

Le Ministre de l'Intérieur a obtenu la dissolution de la Gauche Prolétarienne. M. Marcellin a déclaré clairement qu'il s'agissait de trouver une base juridique pour tenter des poursuites contre les responsables de la G.P. L'émotion soulevée par l'injuste condamnation de Frédérique Delange, le procès intenté — pour la première fois depuis la Libération — à deux directeurs de journaux pour délit d'opinion, l'opposition rencontrée de tous côtés par le projet de loi anti-casseurs ont obligé le pouvoir à employer de nouveaux moyens de répression.

Quels que soient ses désaccords avec les orientations et les consignes de la G.P., le P.S.U. proteste contre cette nouvelle atteinte aux libertés d'expression et d'organisation.

Aux lendemains de Mai 68, avide de créer la peur nécessaire à ses élections, le pouvoir avait dissous 12 organisations révolutionnaires. Deux ans plus tard, toujours aussi incapable de trouver une solution à la crise sociale, le gouvernement frappe à nouveau. Il argue d'une loi votée au début de 1936 pour réprimer les bandes fascistes. Or il est faux que la G.P. ait voulu attentat à la forme « républicaine » du gouvernement, il est faux que la G.P. ait provoqué des manifestations « armées » dans la rue, à moins qu'il s'agisse de l'énorme déploiement de forces policières que l'on a pu voir au centre de Paris le 27 mai.

Le pouvoir cherche à tromper l'opinion. Le P.S.U. appelle toutes les organisations démocratiques et révolutionnaires à s'unir contre la répression qui frappe aujourd'hui des militants qui se trompent, mais peut les frapper eux-mêmes demain.

(28 Mai 1970.)

Un ancien militant de l'O.A.S. et le responsable électoral de l'U.D.R. dans le département du Doubs viennent d'être arrêtés à Besan-

çon : ils ont reconnu être les auteurs de l'attentat au plastic dirigé contre le Palais de Justice de cette ville, ainsi que de trois autres attentats imputés, comme le premier, aux « gauchistes ». Les deux hommes de main du S.A.C. ont eux-mêmes déclaré que leur objectif était de « faciliter la répression contre les gauchistes ».

Il est ainsi démontré que le Pouvoir utilise ses réseaux parallèles pour créer une atmosphère de crainte permettant toutes les répressions contre les militants révolutionnaires.

Déjà le 23 mars à Nanterre, et le 1^{er} mai à Paris, des provocations policières de grande envergure n'avaient échoué que grâce au sang-froid des organisations d'extrême-gauche. Le 13 mai une nouvelle étape a été franchie avec la coopération ouverte de la police et des groupes fascistes au Centre Universitaire Assas, puis avec la protection accordée aux afficheurs d'Ordre Nouveau et au meeting de cette organisation dont le but avoué est la construction en France d'un parti de type hitlérien.

Le gouvernement espère créer ainsi les conditions de la dictature sournoise annoncée par Georges Pompidou dans son discours d'Aurillac.

Tous les courants politiques et syndicaux du mouvement ouvrier sont concernés par cette menace. La répression qui frappe aujourd'hui certains groupes s'étendra demain, si la crise économique l'exige, à l'ensemble des travailleurs. La loi scélérate n'a pas d'autre objet que de faciliter cette répression élargie.

C'est pourquoi le Bureau National du P.S.U. appelle toutes les organisations ouvrières à mener ensemble, sans sectarisme ni exclusive, l'action commune contre la loi scélérate, contre les groupes fascistes, pour la dénonciation des provocations policières, pour la solidarité avec toutes les victimes de la répression.

(20 Mai 1970.)